



Communiqué de presse CS/2285

Conseil de sécurité
4506^{ème} séance – matin et après-midi

APPELS RENOUVELES POUR LE DEPLOIEMENT D'UNE FORCE INTERNATIONALE AU MOYEN-ORIENT AFIN D'AIDER LES PARTIES A APPLIQUER LES RESOLUTIONS DU CONSEIL

A la demande de la Ligue des Etats arabes et du Mouvement des pays non alignés, le Conseil de sécurité a tenu, sous la Présidence de M. Sergey Lavrov de la Fédération de Russie, une autre réunion d'urgence sur la situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne, depuis l'adoption de la résolution 1402, intervenue le samedi 30 mars. Au cours du débat durant lequel 58 délégations se sont succédé, la principale préoccupation a été de réfléchir à la manière d'aider les parties à procéder à une mise en oeuvre immédiate et intégrale des résolutions 1397 et 1402 du Conseil de sécurité et d'empêcher ainsi une détérioration plus avant de la situation que certains ont décrite comme pouvant conduire à un embrasement total de la région. A ce titre, des propositions ont été avancées dont celle, défendue par la France, consistant à dépêcher sur le terrain une force internationale chargée d'effectuer les tâches nécessaires au retour des parties à la table des négociations. Les circonstances présentes donnent tragiquement une pertinence accrue à cette proposition qui pourrait compléter le travail du Général Zinni et aider à la mise en oeuvre du Plan Tenet et des recommandations du rapport Mitchell.

Adoptée par 14 voix pour et en l'absence de la Syrie, la résolution 1402 demandait, entre autres, à Israël de retirer ses troupes des villes palestiniennes, y compris Ramallah et aux deux parties de coopérer pleinement avec les médiateurs internationaux dans le but de reprendre les négociations sur un règlement politique. Les membres du Conseil ont précisé au cours du débat que la résolution 1402 ne reflétait aucune séquence et devrait être mise en oeuvre dans son intégralité. Pour sa part, la résolution 1397 du 12 mars 2002, accueillie comme historique, disait dans son préambule l'attachement du Conseil à la vision d'une région dans laquelle deux Etats, Israël et la Palestine, vivent côte à côte, à l'intérieur de frontières reconnues et sûres. Toujours dans son préambule, la résolution se félicitait de la contribution du Prince héritier Abdullah d'Arabie saoudite dont le plan de paix a été entériné, le 28 mars à Beyrouth, par le Sommet de la Ligue des Etats arabes.

Le fait que le Sommet ait été suivi des opérations actuelles d'Israël a été interprété, par les délégations de la Ligue des Etats arabes, au cours du débat, comme un rejet total de la paix. Qualifiant d'humiliante et de tragique la situation qui prévaut dans

les territoires occupés, en particulier, «le confinement d'un Président démocratiquement élu», ces délégations ont demandé instamment au Conseil d'assumer ses responsabilités et de mettre fin à une situation qui risque de conduire à un embrasement de la région risquant de menacer la paix et la sécurité internationales. Elles ont, dans ce cadre, vigoureusement dénoncé la rhétorique «simpliste et répétitive» qui consiste à justifier, au nom de la lutte contre le terrorisme, la politique du Gouvernement israélien et à tout exiger des Palestiniens. Des délégations comme la Libye ont rappelé que l'occupation, entamée il y a plus de 30 ans, est la seule explication aux actes extrémistes. Le représentant libyen est allé jusqu'à remercier les tenants de ladite rhétorique pour avoir «réveillé la rue arabe», en prévenant du risque de déstabilisation que courent désormais les régimes arabes qui «se sont mis à genoux devant le fait accompli».

Attirant l'attention sur la condamnation des actes terroristes par son Autorité car préjudiciables aux intérêts du peuple palestinien, l'Observateur de la Palestine a néanmoins décrit le déséquilibre des forces en ces termes: «Il y a d'un côté des crimes commis par un gouvernement et de l'autre des attentats perpétrés par des forces hors-la-loi». Il a catégoriquement rejeté comme «un dernier camouflet du Premier Ministre israélien» l'idée d'un exil du Président Yasser Arafat et a estimé, une nouvelle fois, que la meilleure solution serait la présence sur place d'une partie tierce pour contrôler l'application du rapport Mitchell et du Plan Tenet. Ainsi, comme il est dit plus haut, l'idée d'une tierce partie ou d'une force d'observation ou d'interposition internationale a été appuyée par de nombreuses délégations dont celle de la France. Au titre des autres propositions, il faut retenir celle du représentant de l'Afrique du Sud, au nom du Mouvement des pays non alignés, d'organiser une réunion du Conseil avec le Premier Ministre israélien et le Président de l'Autorité palestinienne et celle d'envoyer une mission du Conseil sur le terrain. Précisant cette idée, le représentant du Cameroun a suggéré que la mission soit au niveau ministériel et accompagnée par le Secrétaire général de l'ONU.

Nul ne peut douter que la fin des actes terroristes conduira au retrait d'Israël des villes palestiniennes, a réaffirmé le représentant d'Israël qui a aussi réitéré son appui aux résolutions 1397 et 1402 du Conseil de sécurité. Il a néanmoins insisté pour que, par esprit de responsabilité et d'équité, la résolution que le Conseil devrait adopter, dans les prochains jours, contienne non seulement un appel à l'application immédiate de la résolution 1402 mais un autre à la cessation des attentats suicide et, ce, pour donner l'élan nécessaire à un véritable cessez-le-feu et à la reprise de négociations devant aboutir «au statut final dans une coexistence pacifique». Il a, dans ce cadre, décrit l'horizon politique au Moyen-Orient comme étant composé des accords conclus depuis une décennie, des résolutions du Conseil de sécurité, du rapport Mitchell, des négociations sur le statut permanent et de la vision de deux Etats, israélien et palestinien.

Outre les quinze membres du Conseil et les orateurs cités, les représentants des pays suivants ont participé au débat: Tunisie, Ukraine, Egypte, République islamique d'Iran, Japon, Espagne (au nom de l'Union européenne et des pays associés), Yémen, Chili, Arabie saoudite, Turquie, Emirats arabes unis, Malaisie, Brésil, Pakistan, Cuba, Jordanie, Koweït, Namibie, Algérie, Bangladesh, Indonésie, Maroc, Iraq, Mauritanie, Inde, Costa Rica, Oman, Bahreïn, Soudan, République unie de Tanzanie, Djibouti, Bhoutan, Qatar, Nouvelle-Zélande, Chypre, Liban, Argentine et Canada. Le Président du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien a également pris la parole.

La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne

Déclarations

M. NASSER AL-KIDWA (Observateur permanent de la Palestine) s'est dit très sensible à la demande du Groupe arabe et des pays non alignés de réunir d'urgence le Conseil aujourd'hui pour répondre à l'attaque sanguinaire dont le peuple palestinien et le Président Arafat sont victimes. Il y a trois jours, M. Ariel Sharon a fait une nouvelle déclaration de très mauvaise augure rejetant tout règlement définitif de la question palestinienne et ajoutant que la seule voie ouverte était de « faire le plus grand nombre de victimes palestiniennes ». Dans cette déclaration, il ne parlait que de guerre et semblait vouloir nous plonger tous dans le gouffre. Hier, M. Sharon a ajouté un camouflet de plus en proposant que le Président Arafat quitte sa patrie et son pays. Parallèlement les militaires israéliens ont amplifié la portée de leur attaque, occupant plusieurs villes palestiniennes dont Bethléem et Djénine ce matin même. Les forces d'occupation ont tué de nombreux Palestiniens, y compris des personnes qui s'étaient rendues. Des bombardements à l'arme lourde ont actuellement lieu et les ambulances et les équipes médicales sont empêchées de se rendre dans les hôpitaux. En ce moment même, les chars israéliens sont en train de cerner l'église de la Nativité où est né le Christ. Est-il imaginable que nous devions assister dans cette église au même carnage que celui de Sabra et Chatila? Les forces israéliennes empêchent de plus les journalistes d'accéder à ces lieux. Nombreux sont donc les exemples qui illustrent la logique d'escalade suivie par le Gouvernement israélien, une occupation qui ne peut qu'être comparée qu'avec celle de l'armée nazie en Europe il y a 60 ans. Le Président Arafat est quant à lui toujours confiné dans son petit bureau et le Gouvernement israélien a l'intention que cet assaut se poursuive pendant plusieurs semaines. Ce qui est tout simplement inacceptable.

Hier, M. Sharon a aussi essayé de lier ce que fait Israël contre les Palestiniens à la campagne contre le terrorisme que mènent les Etats-Unis. Il s'agit de prostitution politique de bas étage, a affirmé M. Al-Kidwa, avant de condamner tous les actes de terrorisme, y compris ceux effectués par Israël et ceux commis en Israël. Mais, selon lui, le fait est qu'Israël se livre à l'occupation depuis plus de 30 ans, commettant des crimes de guerre et du terrorisme d'Etat en toute impunité. Ces crimes sont commis à la demande du Gouvernement israélien alors que les attentats en Israël sont commis par des forces extérieures et qu'ils sont condamnés par l'Autorité palestinienne. La déclaration de M. Sharon prononcée hier visait en fait à répondre à la résolution 1402 du Conseil de sécurité. Ce dernier doit veiller à ce que toutes les dispositions de ce texte soient appliquées pleinement et sans plus attendre. Contrairement à ce que pensent certains, il n'est pas trop tôt pour appliquer cette résolution immédiatement. Pour ceux qui souffrent et sont assiégés, il n'est jamais trop tôt. Ensuite le Conseil doit se demander comment faire avancer le processus de paix. Il ne fait aucun doute que la meilleure solution est la présence sur place d'un tiers contrôlant l'application des conclusions Mitchell et du plan Tenet. A cet égard, l'Observateur de la Palestine a remercié le Secrétaire général et son Représentant des efforts de paix qu'ils conduisent. Il s'est tout particulièrement réjoui de l'appui du Secrétaire général à une présence internationale et à l'adoption d'une approche globale de la question, qui sont la seule voie vers un retour à la normalisation et vers la paix.

M. YEHUDA LANCERY (Israël) a estimé que le Conseil se réunit à un moment capital pour les peuples du Moyen-Orient. Depuis quelques jours, a-t-il souligné, sept attentats suicide ont eu lieu en Israël pendant que le Hezbollah continue ses attaques. Se félicitant, dans ce contexte, de la réunion qu'il a eue hier avec les membres du Conseil, il s'est dit heureux que ces derniers aient voulu ainsi privilégier le dialogue avec les parties au conflit. Le représentant a réitéré son appui à la résolution 1397, y compris, a-t-il précisé, à l'appel lancé pour une cessation réelle des actes terroristes et pour la mise en oeuvre du Plan Tenet et des recommandations Mitchell. Il a aussi reconnu l'existence d'éléments positifs dans la résolution 1402 dont le cessez-le-feu complet qui devrait aboutir au retrait de l'armée israélienne des villages palestiniens. Nul ne peut douter, a-t-

il déclaré, que la fin des actes terroristes signifiera le retrait d'Israël. Nous attendons encore la réciprocité du côté de l'Autorité palestinienne, a dit le représentant.

La liste des accords réalisés depuis une décennie, le nombre des résolutions du Conseil de sécurité, le rapport Mitchell, les négociations sur le statut permanent et la vision de deux Etats forment aujourd'hui l'horizon politique au Moyen-Orient. Mais, a déploré le représentant, cet horizon n'a pas conduit les Palestiniens à réduire la violence et la terreur, choisissant plutôt de lancer une campagne de violence après les concessions israéliennes à Camp David et à Taba. La communauté internationale, a tenu à préciser le représentant, doit reconnaître que les Palestiniens ont fait le choix stratégique du terrorisme et, dans ce contexte, Israël n'a d'autre choix que d'exercer son droit de se défendre. Nous agissons non pas pour occuper les territoires mais pour déraciner l'infrastructure terroriste, a souligné le représentant en affirmant que son pays tend encore la main de la paix avec pour objectif immédiat le cessez-le-feu et comme but ultime la paix.

Mettez Israéliens et Palestiniens à l'épreuve de la paix, a-t-il dit au Conseil. Ne cherchez pas d'horizon politique ambiguë. Le Conseil, a-t-il ajouté, a la possibilité de faciliter ce processus en adoptant un projet de résolution qui non seulement demande l'application de la résolution 1402 mais qui, par esprit de responsabilité et d'équité, contienne un appel à l'intention de la partie palestinienne pour qu'elle cesse les attentats suicide. Cela, selon le représentant, pourrait donner l'impulsion nécessaire à un véritable cessez-le-feu et à la reprise du dialogue et des négociations et, il faut l'espérer, à la réalisation du statut final dans une coexistence pacifique.

M. NOURREDINE MEJDOUB (Tunisie) s'est félicité de la réaction rapide du Conseil et de la convocation de cette réunion d'urgence. Le rejet israélien de la résolution 1402 adoptée samedi dernier et l'escalade de la violence dans le Territoire occupé, ainsi que la poursuite du siège du Président Arafat reflètent clairement que la politique du Gouvernement de M. Sharon se fonde sur le refus de la paix ou de tout règlement politique définitif du problème du Moyen-Orient. Le fait qu'il menace d'exiler le Président Arafat de son pays et de son territoire marque une nouvelle escalade et un nouvel acte de mépris du droit international, y compris humanitaire. M. Sharon commet en fait des crimes de guerre punissables par le droit international. Le vrai dessein de M. Sharon est en réalité la liquidation physique et le génocide contre le peuple palestinien.

Le fait qu'Israël persiste à avoir recours à cette politique stérile n'aura pas seulement des conséquences sur les civils palestiniens mais aussi sur le peuple israélien lui-même, a prévenu le représentant. Cela pourrait causer en effet le dérapage et l'embrasement de l'ensemble de la région et menacer ainsi gravement la paix et la sécurité internationales. Il n'existe pas d'autre solution que le retrait israélien de tout le Territoire palestinien occupé et la levée du siège dont le Président Arafat est victime. Le Groupe des Etats arabes espère donc que le Conseil va exiger l'application immédiate des résolutions 1397 et 1402, ainsi que le Secrétaire général l'a lui-même demandé. Cette application ne doit être soumise à aucun calendrier ou à aucune séquence particulière, a conclu M. Mejdoub.

M. VALERIY KUCHINSKY (Ukraine) a indiqué que son pays participe à ce débat afin d'exprimer sa profonde inquiétude face à la situation extrêmement dangereuse du Moyen-Orient. L'Ukraine, a-t-il poursuivi, a condamné dans les termes les plus forts possibles les récents actes terroristes en Israël, notamment ceux à Netanya, Jérusalem et Haïfa. Rien ne peut justifier l'assassinat de civils innocents. Nous appelons le dirigeant palestinien à prendre des mesures urgentes et décisives afin d'empêcher les actes terroristes et stopper les activités des réseaux terroristes.

Cependant, a ajouté le représentant, on ne peut demander de façon réaliste à l'Autorité palestinienne et à son président élu Yasser Arafat de lutter contre la terreur tout en les éliminant leur capacité de le faire. Israël doit cesser les raids dévastateurs dans les territoires placés sous le contrôle de l'Autorité palestinienne, l'usage excessif de la force et les attaques sur les zones très peuplées, a-t-il indiqué tout en exhortant Israël à mettre fin immédiatement à ses attaques contre le Siège du Président de l'Autorité palestinienne, M. Yasser Arafat, et à retirer ses forces de Ramallah et des autres villes palestiniennes. Le recours à la force n'apportera pas la sécurité à Israël et à son peuple. La sécurité et les efforts politiques doivent être poursuivis en parallèle, a-t-il ajouté.

L'Ukraine, a poursuivi le représentant, approuve à la fois la décision historique du Sommet de la Ligue des Etats arabes sur l'initiative du Prince héritier Abdallah d'Arabie saoudite et la résolution 1397 adoptée par le Conseil de sécurité. La mise en oeuvre du plan Tenet et des recommandations de la Commission Mitchell aidera à reprendre les négociations afin que cette vision devienne réalité. Ces étapes positives et encourageantes, a estimé le représentant, ne doivent pas être victimes des explosions mortelles et des obus. Nous exhortons les parties à saisir cette opportunité et à mettre en oeuvre sans conditions et sans délai les dispositions des dernières résolutions 1402 et 1397, en conformité avec leur engagement par la Charte des Nations Unies. La mobilisation maximum et la coordination des efforts diplomatiques visant à débloquer la crise et à restaurer les négociations de paix sont d'une importance fondamentale. Le Conseil de sécurité doit continuer de rester saisi du problème et reprendre éventuellement l'examen du mécanisme de contrôle par une entité tiers. Nous nous félicitons également des efforts en cours du Général Zinni, du «Quartet» et considérons l'implication personnelle du Secrétaire général dans le processus de Moyen-Orient comme un facteur d'une importance cruciale, a-t-il conclu.

M. AHMED ABOUL GHEIT (Egypte) a rappelé qu'une fois de plus, le Conseil se réunit pour trouver une issue à la situation tragique à laquelle est soumis le peuple palestinien à cause des actes d'agression constants d'Israël. Une fois de plus, l'Egypte entend déplorer le mépris affiché par Israël pour les résolutions du Conseil de sécurité qui ne peut qu'aboutir à une plus grande détérioration de la situation. La paix et la sécurité, a souligné le représentant, ne sauraient être réalisées si l'on assure pas la sécurité du peuple palestinien et le respect de ses droits. Le Conseil doit réaffirmer ses résolutions antérieures et demander la levée du siège imposé aux villes palestiniennes. Israël doit comprendre que toute agression contre la Palestine est vouée à l'échec car le peuple palestinien fera tout pour mettre fin au problème qui est au cœur du conflit, à savoir l'occupation israélienne.

Aujourd'hui, a poursuivi le représentant, personne de sensé ne peut croire au discours de paix d'Israël car il s'agit d'une vision de paix fondée sur l'asservissement des Palestiniens et qui reviendrait à transformer le peuple palestinien en populations de bantoustans au service de l'économie israélienne, en réfugiés ou en prisonniers de l'oppression et de la tyrannie. Ceux qui parlent de civilisation et du barbarisme doivent tirer les enseignements de l'histoire. La barbarie se trouve dans l'occupation des territoires, dans les colonies de peuplement et dans le meurtre de ceux qui s'y opposent. La place qu'Israël proclame occuper dans le monde libre et démocratique doit être remise en question au vu de ses actions dans les territoires palestiniens. Arrêtons ces mensonges car ils ne réussissent plus à convaincre qui que ce soit.

Pour le représentant, la situation exige un examen de ce qu'il est nécessaire de faire. Il faut une action internationale pour réaliser un règlement global et définitif du conflit. Il faut, dans ce cadre, réaliser un accord sur les principaux éléments que devrait comprendre tout règlement du problème, à savoir le retrait d'Israël des territoires occupés depuis 1967, l'établissement d'un Etat palestinien avec Jérusalem-est comme capitale, la mise en place de dispositions garantissant la sécurité pour tous, la création de relations

de paix et de bon voisinage et la mise en place d'une coopération constructive entre les Etats de la région. Ceci n'est en fait que la formule de Madrid «Terre contre paix», acceptée prétendument par les parties. Des négociations doivent absolument avoir lieu pour examiner les détails de ce règlement, a conclu le représentant en appelant chacun à assumer ses responsabilités, en particulier le Conseil et ses membres permanents «qui ne peuvent oublier ou prétendre avoir oublié cette responsabilité».

M. INOCENCIO F. ARIAS (Espagne), au nom de l'Union européenne et de la Bulgarie, la République tchèque, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, la Pologne, la Roumanie, la Slovaquie, la Slovénie, de Chypre, Malte et de l'Islande, a indiqué qu'en ce moment même les Ministres des affaires étrangères de l'Union européenne se réunissent au Luxembourg pour discuter de la situation tragique au Moyen-Orient. Depuis la réunion du Conseil de vendredi dernier sur la question, la situation de terreur et de violence s'est encore aggravée. Atterrée par cette spirale de la violence, l'Union européenne réitère son appel aux deux parties pour qu'elles prennent immédiatement des mesures efficaces visant à stopper le bain de sang. L'Autorité palestinienne et le Gouvernement israélien doivent assumer les responsabilités qu'ils ont envers leur peuple. La paix et la sécurité ne seront obtenues que par la négociation, et pas par l'action militaire. C'est pourquoi, l'Union européenne se félicite de l'adoption de la résolution 1402 qui doit, avec la résolution 1397, être appliquée immédiatement. M. Arias a ajouté que le premier paragraphe du dispositif de ce texte n'implique et n'indique aucune séquence particulière pour la réalisation des demandes qui sont formulées.

L'Union européenne condamne aussi de la manière la plus catégorique les récents attentats commis en Israël et demande instamment à l'Autorité palestinienne et à son Président de prendre toutes les mesures possibles pour mettre fin à cette spirale de la violence et démanteler les réseaux terroristes. Toutefois, la lutte légitime d'Israël contre le terrorisme et sa réaction à ces attaques brutales doivent être compatibles avec la capacité de l'Autorité palestinienne, qui ne doit pas être affaiblie. C'est pourquoi, l'Union européenne demande instamment que cesse l'occupation du Siège de l'Autorité palestinienne à Ramallah, ainsi que les mesures d'isolement et de limitation des déplacements prises à l'encontre du Président Arafat. Elle demande aussi le retrait immédiat des troupes israéliennes de toutes les villes placées sous le contrôle de l'Autorité palestinienne. L'Etat d'Israël, même s'il a le droit de lutter contre le terrorisme, n'en doit pas moins respecter le droit international.

M. Arias s'est aussi réjoui de la résolution adoptée récemment par la Ligue des Etats arabes à Beyrouth, estimant qu'elle constitue une base solide en vue d'une solution politique juste et globale. Il a expliqué que l'Union européenne poursuit actuellement, en coopération avec les parties concernées, les pays de la région, les Etats-Unis, les Nations Unies et la Fédération de Russie, ses efforts en vue de rompre le cycle infernal de la violence. Pour cela, il faut tout d'abord que le « Quartet » des envoyés spéciaux ait accès à toutes les parties. Compte tenu de l'escalade actuelle, l'Union européenne estime qu'un mécanisme de contrôle mené par une entité tiers est nécessaire et elle demande instamment aux parties d'accepter la présence de ces observateurs. Le représentant a précisé que l'Union européenne est disposée à participer à ce mécanisme.

M. NEJAD-HOSSEINIAN (Iran) a regretté que la situation dans les territoires occupés n'ait cessé de se détériorer depuis la dernière réunion du Conseil sur la question. Aujourd'hui, a-t-il dit, une répression totale est possible grâce à des armes mis généreusement à la disposition d'Israël. La situation est susceptible de précipiter toute la région du Moyen-Orient dans le gouffre, a averti le représentant en mettant l'accent sur la situation humanitaire déjà inquiétante et celle des droits de l'homme. Des décennies de lutte du peuple palestinien ont fait la preuve indiscutable que la répression ne peut que renforcer la détermination ce peuple, a poursuivi le représentant en soulignant que la vigueur de la résistance opposée par les populations occupées par Israël n'a pas connu de

précédents depuis un demi-siècle. La conclusion est claire. A moins de restaurer les Palestiniens dans leurs droits, Israël ne connaîtra qu'une succession de crises. N'oublions pas le caractère exceptionnel de la réaction qui prouve la violence des crimes commis depuis très longtemps contre les Palestiniens, a insisté le représentant.

Toute démarche simpliste, a-t-il prévenu, qui consisterait à avoir recours à une rhétorique superficielle et répétitive et à tout demander des Palestiniens, ne mènera à rien. La situation dans les territoires occupés est celle d'un combat pour la libération nationale et pour le droit à l'autodétermination. Ceux qui avancent des interprétations fallacieuses des résolutions s'accrochent en fait à fêtu de paille et dénaturent des textes clairs. L'Iran appelle le Conseil à mettre fin à l'occupation pour prévenir d'autres bains de sang.

M. ABDALLA SALEH AL-ASHTAL (Yémen) a estimé que la position concernant la question palestinienne que le Secrétaire général a adoptée dès février se caractérise par le courage et la sagesse et montre à la communauté internationale la seule voie possible. La situation explosive dans le Territoire palestinien occupé est en effet de plus en plus dangereuse. Depuis qu'Israël a décidé de mener et de remporter une guerre contre les Palestiniens, nous assistons à une véritable tragédie. L'occupation est sans précédent et le Président de l'Autorité palestinienne est assiégé et humilié. Le nombre des blessés et des morts ne cesse d'augmenter de jour en jour. L'agression israélienne menace désormais clairement la paix et la sécurité de la région tout entière, et Israël refuse d'appliquer la résolution 1402 adoptée vendredi dernier qui exige le retrait immédiat de ses troupes, y compris de Ramallah. Au lieu de cela, Israël a envahi de nouvelles villes et tente de saper l'Autorité palestinienne et de détruire ses infrastructures. L'opinion publique arabe est scandalisée par de tels actes criminels. Le Conseil doit faire face à ces images et à la réalité. Ce n'est pas uniquement le monde arabe qui dénonce ces actes, mais de très nombreuses capitales aux quatre coins de la planète.

Le représentant a demandé au Conseil de réaffirmer la nécessité du retrait israélien et de déployer des forces de maintien de la paix internationales et des observateurs internationaux pour superviser le retrait et les deux parties. Le peuple palestinien ne peut en effet se défendre seul contre les chars. Le Yémen fait sienne aussi la proposition de paix du Prince Abdallah d'Arabie saoudite. Le Conseil doit de son côté adopter une position ferme pour faire respecter toutes ses résolutions. Si Israël continue de rejeter ces initiatives il faudra prendre les mesures nécessaires, y compris en vertu du Chapitre VII de la Charte, a prévenu le représentant.

M. YUKIO SATOH (Japon) a exprimé la profonde préoccupation de son pays face à l'escalade de la terreur et de la violence, dues aux attaques terroristes menées par des extrémistes palestiniens et à la campagne militaire de l'armée israélienne contre des villes palestiniennes. Tuer des civils innocents ne peut jamais se justifier, a-t-il estimé. Ceci est d'autant plus déplorable, a poursuivi le représentant, que ces événements interviennent à un moment où se produisent des développements constructifs pour la paix dans la région, au nombre desquels il a cité l'adoption de la résolution 1397 du Conseil de sécurité et la proposition d'un plan de paix, soumise par le Prince Abdallah d'Arabie saoudite et adoptée par le Sommet de la Ligue des Etats arabes.

Rappelant que le Gouvernement du Japon condamne tous les actes de terrorisme visant des civils, M. Satoh a souligné que la Ministre japonaise des affaires étrangères avait appelé l'Autorité palestinienne à agir immédiatement contre les responsables de ces actes, tout comme elle avait demandé le retrait immédiat de l'armée israélienne des villes palestiniennes. Il faut ici rappeler, a fait valoir le représentant, que M. Arafat est le dirigeant légitime du peuple palestinien, élu par un processus démocratique. M. Satoh a donc demandé, au nom de son pays, l'application immédiate de la résolution 1402. IL a

également jugé qu'il était indispensable que les Etats-Unis s'engagent afin de sortir de l'impasse et de remettre le processus de paix sur les rails. Enfin, il a annoncé que le Japon envoyait sur les lieux son propre Envoyé spécial, M. Hiroshi Shigeta.

M. ABUZED OMAR OMAR DORDA (Jamahiriya arabe libyenne) a jugé que le droit n'a plus sa place sur cette planète. «Adressant sa déclaration aux consciences», il a mis la communauté internationale au défi de lui présenter un seul atlas géographique où se trouve le nom d'Israël avant 1948. Il faut, a souhaité le représentant, établir une distinction entre le nationalisme, la nation et la religion. Etre juif relève d'une religion et non d'une nationalité. Ariel Sharon, par exemple, n'a jamais été palestinien et si ces personnes ont le droit de s'installer en Palestine parce que Moïse y est né, pourquoi ne pas appliquer le même argument aux Chrétiens pour la Palestine ou à tous les Musulmans du monde pour la Mecque ou Médine. Quel est le rapport entre la foi et la nationalité? s'est encore interrogé le représentant en soulignant que la Palestine est aux Palestiniens qu'ils soient juifs, chrétiens ou musulmans.

Les Palestiniens ont tout fait pour la paix, a-t-il poursuivi. Ils se sont rendus partout en commençant par Oslo. Or aujourd'hui que reste-t-il de la Cisjordanie et de Gaza? Que compte-on rendre aux Palestiniens? Sur quoi peuvent-ils créer un Etat? Israël agresse, tue et crée des villages sur la terre des autres et c'est lui que l'on salue comme luttant contre le terrorisme. C'est cette logique, a constaté le représentant, qui a fait de jeunes gens des martyrs. Cette logique est une provocation au monde et à tous les gens libres. Néanmoins, il faut remercier les tenants de cette logique parce qu'ils ont dévoilé leur plan et redonner vie à la rue arabe.

Aujourd'hui, en humiliant un Chef d'Etat élu démocratiquement, on a réussi à légitimer les Islamistes et faire que les Arabes n'aient d'autres choix que de demander la mise à pied des régimes arabes qui se sont mis à genoux. Le Conseil très bientôt sera complètement impuissant parce que la rue va se déchaîner dans le monde. Les régimes officiels qui se sont mis à genoux devant le fait accompli ont donné une légitimité à tous ces mouvements. Il est donc temps que le Conseil envisage cette question comme la dernière occupation de la planète, au même titre que l'Afrique du Sud de l'apartheid. « Nous savons ce qui se passe et ce qui va se passer. Nous connaissons l'équilibre des forces dans le monde et en particulier au sein du Conseil de sécurité. Mais nous avons tenu à faire cette déclaration pour qu'elle reste dans l'histoire », a conclu le représentant.

M. GABRIEL VALDES (Chili) a condamné énergiquement tant les attentats suicide contre la population israélienne que les attaques militaires contre le peuple palestinien ainsi que l'encerclement de son Président légitime. Tout comme le reste de la communauté internationale, le Chili répugne la spirale de la violence actuelle. Il estime que le non-respect des résolutions 1397 et 1402 du Conseil de sécurité affecte gravement la capacité à agir de cet organe ainsi que son autorité dans un éventuel règlement efficace du conflit. Seule l'application du plan Tenet et des dispositions du rapport Mitchell peut réellement créer l'ouverture vers la paix. Mais compte tenu de l'escalade actuelle, le Chili estime qu'il faut aussi encourager les mesures de confiance réciproque qui permettraient de parvenir à un cessez-le-feu immédiat. Le Président Arafat doit pour cela demander l'arrêt immédiat des violences et des attentats et Israël mettre fin à son occupation. Cela ne pourra être obtenu sans la présence sur le terrain d'une force d'observation extérieure, a précisé le représentant, avant de demander au Conseil de déployer tous les efforts nécessaires pour promouvoir cette initiative. En conclusion, il a réitéré sa conviction que l'Autorité palestinienne est l'entité légitime et unique du dialogue vers la paix et que son Président doit être libéré. La seule solution durable au conflit est la fin de l'occupation du Territoire palestinien, a-t-il affirmé.

M. DUMISANI KUMALO (Afrique du Sud), s'exprimant au nom des non-alignés, a expliqué que son groupe a demandé cette réunion d'urgence pour répondre à

l'attaque militaire de grande envergure qui a en ce moment lieu dans le Territoire palestinien occupé. Il s'est aussi réjoui que le Conseil commence à considérer la proposition des Non-alignés d'envisager une réunion avec le Premier Ministre Sharon et le Président Arafat plutôt qu'avec leurs représentants ici à New York. Les Non-alignés ont aussi proposé que le Conseil envoie une délégation dans la région afin de se rendre compte directement de la situation, a ajouté le représentant. Les Non-alignés estiment en effet qu'Israël ne peut plus être autorisé à refuser de se soumettre aux résolutions du Conseil de sécurité, si celui-ci entend effectivement remplir son rôle en matière de maintien de la paix et de la sécurité internationales. Les non-alignés sont convaincus qu'il n'y a aucune solution militaire possible au Moyen-Orient et que l'occupation, les colonies de peuplement et les punitions collectives du peuple palestinien sont la cause profonde de la violence et de l'insécurité dans la région. En d'autres mots, l'ennemi du Moyen-Orient n'est pas le Président Arafat ou l'Autorité palestinienne, mais l'absence de paix entre Israël et la Palestine.

C'est pourquoi il est particulièrement décourageant de voir que le Gouvernement israélien ait choisi de répondre aux symptômes de son occupation militaire par le recours disproportionné à la force. Ce choix ne conduit qu'à l'escalade et a des conséquences tragiques sur les populations civiles palestiniennes et israéliennes. La décision israélienne de détruire les infrastructures palestiniennes, d'humilier le peuple palestinien et de menacer la vie de son dirigeant légitime, élu démocratiquement et internationalement reconnu ne peut en aucune manière être justifiée comme de la «légitime défense» ou de la lutte contre le terrorisme. Ce choix est d'autant plus inexplicable et inexcusable qu'il a lieu alors que la communauté internationale multiplie les efforts de médiation pour trouver une solution pacifique au conflit. Il n'est par exemple pas de justification au fait qu'Israël ait empêché le Président Arafat de se rendre au Sommet de la Ligue arabe à Beyrouth. Cette décision n'a fait que le jeu des plus extrémistes dont le seul but est d'empêcher que les conditions d'un cessez-le-feu et d'un dialogue véritable ne soient jamais réunies. Or, il demeure possible de parvenir à une solution complète, juste et durable à la crise. Certes les traumatismes endurés, la méfiance et la crainte ne seront pas facilement surmontées et c'est pourquoi un mécanisme de surveillance multinational sur le terrain sera nécessaire pour contrôler la mise en œuvre des accords signés entre les deux parties. Mais le moins que l'on puisse attendre d'Israël, c'est qu'il respecte les résolutions du Conseil de sécurité et surtout applique la résolution 1402, a insisté en conclusion le représentant.

M. FAWZI BIN ABDUL MAJEED SHOBOKSHI (Arabie saoudite) a dit constater au vu des événements sur le terrain qu'Israël ne souhaite ni ne cherche la paix, considérant que cette paix ne saurait garantir sa sécurité. Avec toute l'horreur de l'occupation, Israël fait porter la responsabilité aux Palestiniens qui auraient dû fermer les yeux sur l'occupation et accepter la paix de la tyrannie et des promesses non tenues. Les Palestiniens se sont levés après de longues années de frustration, ayant compris que le règlement pacifique ne permettrait aucun progrès en raison de la position d'Israël et de son mépris du droit international et des résolutions du Conseil de sécurité. Avaient-ils d'autres choix ? s'est interrogé le représentant. La théorie selon laquelle les forces israéliennes peuvent faire taire les revendications palestiniennes est absolument fallacieuse. L'histoire ne connaît aucun peuple qui ait renoncé à son droit à l'autodétermination.

Selon le représentant, le Gouvernement Sharon tente de renverser l'équilibre des faits avant le retour à la table des négociations maintenant qu'il a réalisé que la paix ne répond pas à ses intérêts. Le représentant a rappelé, dans ce cadre, l'initiative de paix du Prince héritier Abdullah qui, entérinée par le Sommet de la Ligue arabe, confirme la volonté des Arabes à réaliser la paix et la stabilité pour tous. Il faut espérer que les Israéliens ne laisseront pas passer une nouvelle chance de paix, a conclu le représentant en invitant le Conseil à être à la hauteur de ses responsabilités et à contraindre Israël à

mettre en œuvre ses résolutions en commençant par la levée du siège dont est l'objet Yasser Arafat, Président démocratiquement élu. Il a aussi invité le Conseil à dépêcher une force internationale pour surveiller le cessez-le-feu et le désengagement des troupes. L'occupation israélienne est le seul problème du Moyen-Orient, a souligné le représentant. Les problèmes de sécurité doivent être réglés parallèlement aux autres questions.

M. ALTAY CENGIZER (Turquie) a indiqué que son pays s'est aligné sur la déclaration de l'Union européenne qui devrait consister en un appel aux deux parties à assumer leurs responsabilités à l'égard de leurs peuples et de la communauté internationale. La situation au Moyen-Orient est simplement bien plus dangereuse que certains ne veulent l'avouer et devient incontrôlable, a-t-il poursuivi. La région tout entière est exposée à de graves dangers, et ce, au moment où la communauté internationale doit faire face à des problèmes d'une ampleur et d'une urgence sans précédent. Le Moyen-orient est important pour la Turquie, la situation actuelle nous est insupportable, a-t-il ajouté. Nous ne pouvons accepter ni les attaques suicide à la bombe qui sont des actes de terreur sous leur forme la plus terrifiante, ni l'agression contre le dirigeant légitime du peuple palestinien, Yasser Arafat. Nous sommes horrifiés par presque toutes les images qui nous parviennent de cette région du monde.

Il incombe à la communauté internationale, et particulièrement aux Etats-Unis, de s'engager pour ramener les parties à la table de négociations. Il faut rester à égale distance des deux parties. Nous condamnons fermement, a-t-il indiqué, la terreur perpétrée par les attaques suicide, et nous partageons pleinement l'agonie du peuple d'Israël. En même temps, le représentant a protesté fermement contre le traitement réservé au Président Arafat par le gouvernement israélien. La résolution 1402 du Conseil de sécurité doit être mise en oeuvre sur le champ. Les troupes israéliennes doivent se retirer des villes palestiniennes. Les droit de l'homme des palestiniens sont violés. La Turquie est déterminée à agir selon ses responsabilités historiques et contemporaines. Il est essentiel, a-t-il conclu, de dessiner un projet qui mettra fin à l'occupation, la violence et la terreur. Nos pensons que toutes les parties devraient agir de manière concertée afin d'agir dans la région sur la base des accords de Madrid et d'Oslo, a-t-il conclu.

M. ABDULAZIZ NASSER R. AL-SHAMSI (Emirats arabes unis) a espéré que la présente réunion permettra au Conseil de sécurité d'assumer ses responsabilités au Moyen-Orient où le peuple palestinien, sans défense, est actuellement victime d'une véritable politique de nettoyage ethnique. Après plus d'un an et demi d'occupation militaire par Israël et en dépit des résolutions du Conseil de sécurité et des initiatives internationales dont le Plan Tenet et le rapport Mitchell, le Gouvernement israélien persiste à accroître sa campagne contre les Palestiniens. Il y a quelques jours le Premier Ministre israélien, M. Ariel Sharon, a tout simplement déclaré la guerre au peuple palestinien. Il s'agit en fait de la poursuite de sa logique de haine contre les Arabes et les Palestiniens. Ne se contentant pas d'assiéger le quartier général de l'Autorité palestinienne à Ramallah, les forces israéliennes se livrent à des actes d'exécution pure et simple des civils dans les rues des villes palestiniennes occupées. Elles envahissent les maisons, les hôpitaux et les lieux de culte sous prétexte d'arrêter des terroristes recherchés.

La communauté internationale ne doit pas être dupe et ne saurait accepter aucune justification de ces actes. Le Conseil de sécurité doit, lui, établir clairement la différence entre la guerre et les actes de terrorisme d'Etat. Le représentant a demandé au Conseil de rejeter et condamner les crimes de guerre et le terrorisme d'Etat auquel se livre Israël dans les termes les plus forts qui soient. Le Conseil doit ensuite exiger le retrait immédiat et inconditionnel d'Israël du Territoire occupé, ce qui implique notamment la fin immédiate du siège dont est victime le Président Arafat et la libération des milliers de détenus palestiniens. Il doit aussi envoyer une force internationale de

surveillance sur place et forcer la partie israélienne à verser des indemnités suffisantes pour les graves dommages subis par l'Autorité palestinienne et son peuple. Il faut parallèlement qu'il encourage la reprise des efforts du «Quartet» pour la paix ainsi que l'initiative historique entérinée récemment au Sommet de la Ligue des Etats arabes à Beyrouth. Enfin, le Conseil doit faire en sorte que toutes ses résolutions sur la question soient enfin appliquées et notamment que le principe de la terre contre la paix soit respecté.

M. HASMY AGAM (Malaisie) a estimé que l'objectif d'Israël, sous couvert de détruire une soi-disant infrastructure terroriste, était en réalité de démembrer et démanteler l'infrastructure de l'Autorité nationale palestinienne et de rendre sa direction impuissante. Agissant ainsi, Israël détruit les fondements mêmes du dialogue politique entre les deux parties, qui avait été péniblement initié lors des processus de Madrid et d'Oslo. Il faut dire au Gouvernement israélien, et pas en termes vagues, qu'il ne peut y avoir de solution militaire au problème et qu'aucune puissance militaire, aussi disproportionnée soit-elle, ne pourra vaincre la détermination du peuple palestinien. La situation en Palestine est l'objet de graves préoccupations pour la communauté internationale en général et pour les pays musulmans en particulier, a souligné le représentant. A cet égard, sa délégation attire l'attention du Conseil sur la déclaration adoptée par les Ministres des affaires étrangères des Etats Membres de l'Organisation de la Conférence islamique (OCI) réunis cette semaine à Kuala Lumpur en Malaisie, appelant le Conseil de sécurité, les deux coparrains du processus de paix et l'Union européenne à assumer leurs responsabilités pour qu'Israël mette fin immédiatement à son agression et retire ses troupes de tous les territoires arabes et palestiniens occupés.

Appelant à faire la différence entre le terrorisme en tant que tel et la lutte légitime pour l'indépendance contre une puissance d'occupation, M. Agam a également estimé que si la communauté internationale est sérieuse dans sa lutte contre le terrorisme, elle ne peut recourir au principe des «deux poids, deux mesures». Le Conseil de sécurité, a-t-il poursuivi, doit exercer ses responsabilités et prendre des mesures immédiates pour mettre fin au carnage. Il a appelé le Conseil à soutenir et assurer le suivi de ses résolutions 1397 et 1402 par des actions concrètes et immédiates et à ne pas permettre qu'on le marginalise. Selon lui, il est urgent, pour empêcher les deux parties de glisser vers la guerre, que le Conseil autorise le déploiement d'une force d'observation ou de maintien de la paix des Nations Unies -ou internationale- dans les territoires occupés ou, au moins, pour commencer, d'une mission d'établissement des faits. Pour le représentant de la Malaisie, l'intervention d'une tierce partie neutre est impérative.

M. GELSON FONSECA (Brésil) s'est dit préoccupé par la détérioration de la situation au Moyen-Orient et a exhorté les parties à appliquer immédiatement les résolutions 1397 et 1402 du Conseil de sécurité. Israël, a poursuivi le représentant, doit suspendre ses actions militaires dans les territoires occupés, mettre un terme à l'occupation illégale et se retirer sans délai des villes palestiniennes. Israël doit également comprendre que l'usage excessif de la force ne lui permettra pas de garantir la sécurité de son propre peuple mais alimente au contraire la spirale meurtrière de la violence. Le représentant a en outre condamné la décision d'isoler le Président Arafat ainsi que les attaques suicide commises par des militants palestiniens qui mettent en danger tout espoir de paix.

Le Brésil, a ajouté le représentant, reconnaît l'aspiration légitime du peuple palestinien à un Etat à l'intérieur de frontières sûres et reconnues et à vivre de façon indépendante et économiquement viable dans cet Etat. Dans ce contexte, la seule voie possible pour l'instauration de la paix est le respect des droits de l'homme et du droit du peuple palestinien à l'autodétermination. Les seuls moyens efficaces sont ceux fondés sur le droit international, notamment les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité.

La question cruciale qui se pose aujourd'hui est alors celle de savoir ce que devrait faire le Conseil de sécurité et, à cet égard, le Brésil estime qu'il devrait s'impliquer davantage sur le terrain. Il est en outre du devoir du Conseil de sécurité d'appeler les représentants palestiniens et israéliens à présenter, au niveau le plus haut, ce qu'ils comptent faire pour répondre à sa demande. Le Brésil appuie également l'idée d'établir un mécanisme d'observation internationale visant à aider les parties à appliquer les recommandations du rapport Mitchell et du Plan Tenet et estime qu'une présence internationale sur le terrain est à présent indispensable. Enfin, le représentant a souhaité que le Conseil de sécurité formule une stratégie claire en réponse aux propositions constructives du Prince Abdullah d'Arabie saoudite.

M. SHAMSHAD AHMAD (Pakistan) a déclaré que la liste des victimes a continué à s'allonger après l'adoption de la résolution 1402, qui était pourtant destinée à mettre fin à la spirale de violence et au bain de sang au Moyen-Orient. Ceci démontre combien le Conseil de sécurité est devenu impuissant et combien ses résolutions et décisions ne sont pas respectées. Cette tendance est non seulement source d'inquiétude, mais indique aussi de façon alarmante l'incapacité du Conseil à maintenir son autorité morale et à faire respecter les principes de la Charte. Il est temps de sérieusement faire face à la question de la mise en oeuvre des résolutions du Conseil de sécurité sans sélectivité et sans discrimination. La crédibilité de cet organe en dépend. Le Pakistan exhorte toutes les parties à assumer les obligations qui leur incombent en vertu de la Charte et à prendre les mesures nécessaires pour appliquer les résolutions 1397 et 1402 de manière à assurer un cessez-le-feu immédiat et le retrait israélien des villes palestiniennes, ainsi que la reprise du processus de paix, y compris la mise en oeuvre du plan Tenet et des recommandations du rapport Mitchell.

Pour M. ORLANDO ROQUEIJO GUAL (Cuba), les nouvelles qui continuent de parvenir du Territoire palestinien occupé demeurent extrêmement inquiétantes. Chaque jour, les médias présentent des scènes de destruction et de mort de plus en plus horribles, ce à quoi malheureusement le Conseil de sécurité demeure dans l'incapacité de répondre et de remplir ainsi les fonctions que la Charte des Nations Unies lui définit clairement. A chaque instant, la situation se détériore, et pourtant rien ne se passe. Le siège de l'Autorité palestinienne est détruit par des bulldozers et pourtant, rien ne se passe. L'intégrité physique du Président Arafat est menacée et pourtant, rien ne se passe. Le Conseil adopte même des résolutions, certes timides et ambiguës, sans que rien ne se passe. Il semble en effet que la résolution 1402 va connaître le même sort que les résolutions antérieures – en particulier les résolutions 242, 338 et 425 -, c'est-à-dire demeurer lettre morte. Un sort qui pousse à dénoncer la politique de « deux poids, deux mesures » que suit de manière évidente le Conseil, qui distingue différents niveaux d'urgence et de rapidité d'action comme si la vie de certains individus valait plus que d'autres.

Ces derniers jours, on a assisté à la manipulation du thème du terrorisme et à la substitution de celui de l'occupation illégale et de l'oppression au soi-disant « droit à la légitime défense », a poursuivi le représentant. Or, il n'existe aucune justification valable aux massacres, aux assassinats sélectifs, aux détentions massives, aux exécutions extrajudiciaires, à l'exil forcé et aux attaques contre des sanctuaires religieux qui ont lieu dans le Territoire palestinien. Rien ne peut justifier que l'on nie à tout un peuple le respect de ses droits les plus élémentaires en tant que nation. Le Conseil, et tout particulièrement ses membres permanents, doit donc mettre fin à la politique de non-respect de ses résolutions suivie par le Gouvernement d'Israël. Il doit agir avec fermeté, courage et détermination. Il est plus urgent que jamais qu'il déploie une force internationale permettant d'assurer le respect de ses résolutions sur le terrain. La politique d'agression contre le peuple arabe, et plus spécialement contre le peuple palestinien, doit cesser. L'occupation illégale des territoires arabes doit prendre fin et la violence et la terreur, qu'elles soient d'Etat ou isolées, doivent cesser. La seule voie vers

un règlement durable de la question est le dialogue et le respect mutuel et, à cet égard, Cuba demande instamment au Conseil qu'il s'acquitte pleinement de ses responsabilités.

M. ZAID AL-HADIDI (Jordanie) a condamné énergiquement les dernières opérations israéliennes menées à l'encontre du Président Arafat. Ces mesures, a-t-il précisé, sont un développement dangereux qui menace la sécurité de la région dans son ensemble en faisant courir un réel risque de chaos. Les opérations actuelles, a-t-il estimé, ne sauraient garantir la sécurité d'Israël d'autant plus qu'elles constituent une violation flagrante des accords précédemment signés et du droit international. Condamnant toute attaque contre les civils, il a appelé le Conseil à s'acquitter de ses responsabilités en se prononçant pour le déploiement d'une force internationale pour protéger le peuple palestinien et son Autorité légitime. Il a aussi appelé le Conseil à contraindre Israël à respecter ses résolutions 242, 338, 1397 et 1402 ainsi que la quatrième Convention de Genève sur la protection des civils en temps de guerre.

M. MOHAMMAD A. ABULHASAN (Koweït) a regretté que le Conseil soit contraint de se réunir aujourd'hui non pas pour examiner une évolution heureuse au Moyen-Orient, ainsi que la résolution 1402 le laissait espérer, mais pour examiner une nouvelle détérioration de la situation. Cette escalade de la violence est le fait d'un seul homme, dont les desseins personnels et politiques ont pour seul objectif de mettre fin au peuple palestinien et à ses dirigeants. L'espoir né des résolutions 1397 et 1402, qui insistent sur le respect du droit international et des droits inaliénables du peuple palestinien, est malheureusement mort.

M. Sharon tourne au contraire le dos aux règles les plus élémentaires du droit international.

Pour éviter une explosion de cette situation dramatique, le Koweït demande au Conseil d'adopter des mesures fermes pour qu'Israël mette immédiatement fin à sa violence barbare, lève le siège contre l'Autorité palestinienne et son Président élu, M. Arafat, desserre l'étau autour des populations civiles et se retire du Territoire occupé. Faire peser un tel siège sur M. Arafat, essayer de mettre un peuple à genoux en humiliant son dirigeant, ne sert absolument à rien, a prévenu le représentant. Israël doit aussi impérativement respecter la volonté de la communauté internationale exprimée par les résolutions susmentionnées. Il faut troisièmement envoyer une force internationale dans la région et ce, dans les plus brefs délais. Plus encore que par le passé, le Conseil de sécurité est appelé à jouer son rôle en matière de paix et de sécurité. Il doit notamment promouvoir l'initiative du Prince Abdallah endossé lors du récent Sommet de la Ligue arabe à Beyrouth. Si l'on n'intervient pas en effet pour mettre fin à cette situation tragique, les conséquences risquent d'être incalculables, car le Conseil n'est pas sans avoir connaissance des manifestations multiples qui ont lieu en ce moment même dans plusieurs capitales du monde arabe. Le Conseil doit traiter des causes profondes du conflit, né de l'occupation illégale des terres arabes. Il ne sera possible de régler ce problème que si Israël se retire jusqu'aux frontières de 1967, c'est-à-dire se retire de tous les territoires arabes occupés. Le Koweït demande à la communauté internationale d'arrêter ce massacre et de ramener Israël sur la voie de la paix.

M. MARTIN ANDJABA (Namibie) a tout d'abord estimé que ce qui peut être perçu comme l'inaction du Conseil de sécurité ou sa sélectivité dans la mise en oeuvre de ses résolutions, porte atteinte à sa crédibilité et doit être corrigée. Faisant remarquer que la liste des décisions et résolutions concernant le Moyen-Orient ne cessait de s'allonger, il a réclamé l'application immédiate et sans condition de la résolution 1402 (2002). Pour le représentant, l'aggravation de la crise dans la région remonte à la visite provocatrice de l'actuel Premier Ministre israélien sur l'Esplanade des Mosquées, à Jérusalem. Aussi, est-ce gravement préoccupant, a-t-il poursuivi, de voir aujourd'hui Israël étendre son occupation illégale et réoccuper la terre palestinienne? La communauté internationale

devrait exercer toute la pression possible sur Israël pour s'assurer de mettre un terme à ces actions illégales.

Le peuple palestinien a droit à son propre Etat, tout comme Israël réclame le droit à l'existence, a-t-il fait valoir. De même, les Palestiniens ont le droit de choisir leurs dirigeants et les tentatives actuelles visant à obliger leur dirigeant légitime à quitter la Palestine doivent être repoussées. La Namibie, a ajouté son représentant, appelle les deux parties à se plier aux termes de la résolution 1402 (2002) et Israël à approuver l'initiative de paix du Prince héritier Abdallah d'Arabie saoudite, adoptée par la Ligue des Etats arabes à Beyrouth. En conclusion, M. Andjaba a réaffirmé que le seul moyen de résoudre la crise au Moyen-Orient passait par un règlement de paix négocié sur la base des résolutions 242 (1967) et 338 (1973) du Conseil de sécurité.

M. MOURAD BENMEHIDI (Algérie) a déclaré que la tentative d'assassinat avortée du Président Arafat menée la semaine dernière a dévoilé les intentions véritables des héritiers politiques des assassins du Premier Ministre Ytzhak Rabin: il s'agit pour eux de tuer le processus de paix et son corollaire, l'avènement d'un Etat palestinien. L'Algérie condamne énergiquement l'escalade militaire israélienne contre le peuple palestinien et son autorité nationale, a dit le représentant. L'opinion internationale ne peut plus rester indifférente à la tragédie du peuple palestinien, et le Conseil de sécurité, est amené aujourd'hui à se déterminer par rapport à ses propres décisions et aux agissements "hors la loi" d'Israël. Il est temps de voir le Conseil se résoudre à abandonner la pratique des deux poids deux mesures qui l'empêche de prendre les actions urgentes qui lui incombent en matière de paix et de sécurité internationales.

Plusieurs fois, l'Algérie a qualifié devant le Conseil la situation en Palestine de situation de guerre qui exige la mise en oeuvre des dispositions pertinentes du droit international, en particulier la quatrième Convention de Genève sur la protection des populations civiles en temps de guerre. Le chef du Gouvernement israélien ayant déclaré que son pays était en guerre, il convient de prendre des mesures urgentes et de retenir sur une base légale, les faits de crimes de guerre perpétrés par les forces d'occupation israéliennes, a déclaré

M. Benmehidi. Il est clair, a-t-il poursuivi, que Ariel Sharon veut ériger une barrière d'incompréhension entre les peuples arabes et le peuple des Etats-Unis d'Amérique. Le Conseil doit s'interroger sur les objectifs de ce plan. L'Algérie appelle la communauté internationale à prendre la mesure de la gravité exceptionnelle de la situation en Palestine et à refuser l'amalgame que les Israéliens essaient d'accréditer entre la lutte de libération du peuple palestinien et le terrorisme international. La communauté internationale ayant proclamé que les armes de destruction massive ne devaient pas tomber entre des mains irresponsables, l'Algérie s'inquiète de la détention d'un formidable arsenal nucléaire par Israël qui ne mérite pas le qualificatif d'Etat responsable. Au vu de ce qui se passe ces derniers jours, l'utilisation de ces armes contre la nation arabe n'est plus une simple hypothèse d'école, a estimé le représentant.

M. IFTEKHAR AHMED CHOWDHURY (Bangladesh) a indiqué que la guerre en Palestine est lancée par une puissante machine militaire contre toute une population civile. Le Bangladesh, a-t-il ajouté, comme le reste du monde, est profondément inquiet du fait que les résolutions du Conseil de sécurité sont ignorées, même raillées. Nous sommes aussi inquiets que le sang qui continue à couler enflamme les passions, dans la région et au-delà. Cela pourrait conduire à un embrasement de la crise sur laquelle les protagonistes n'auraient plus aucun contrôle. Il s'est en outre dit troublé que les institutions des Nations Unies auxquelles les peuples attachent beaucoup d'importance soient incapables de trancher le noeud gordien de cette impasse.

Il s'est dit d'autant plus peiné qu'il existe plus que jamais un large accord sur la vision d'une solution. Celle-ci, a-t-il poursuivi, inclut la création de deux Etats séparés pour les Israéliens et les Palestiniens. La récente invasion, par Israël, de Ramallah et d'autres villes menace de détruire tout acquis. C'est dans cet esprit, a-t-il fait remarquer, que le Premier Ministre Begum Khaleda Zia a appelé à un retrait immédiat des forces israéliennes de Ramallah et des autres territoires occupés. Le représentant s'est référé aux résolutions 1397 et 1402 du Conseil de sécurité et a indiqué que le concept de force internationale à cette fin mérite un sérieux examen. Le Plan Tenet et les recommandations Mitchell doivent être suivis. Cela reste la seule voie possible pour avancer vers une paix durable, a-t-il ajouté. Le Conseil et le Quartet doivent intensifier leurs efforts vers ces objectifs. Nous pensons, a-t-il poursuivi, comme cela a été indiqué par l'Afrique du Sud en tant que Président du Mouvement des non-alignés, qu'une mission spéciale du Conseil de sécurité en Israël et en Palestine pourrait contribuer de façon significative à stabiliser la situation. Il a également demandé s'il fallait considérer une visite du Secrétaire général dans la zone sous un mandat du Conseil. Ce qui se passe actuellement est contraire à toutes les valeurs acceptables. Le monde peut et doit intervenir, a-t-il conclu.

M. MAKMUR WIDODO (Indonésie) a déclaré que son gouvernement condamnait fermement l'agression militaire d'Israël contre la Palestine et contre la personne du Président Arafat et jugeait inacceptable que la Puissance occupante justifie son action militaire en recourant à l'argument de la lutte contre le terrorisme. Il a rappelé que le Conseil de sécurité avait adopté la résolution 1397 (2002), puis la résolution 1402 (2002) qui renforce la première. Mais, a-t-il regretté, ces deux résolutions n'ont pas eu de suivi; aussi la délégation indonésienne estime-t-elle que le Conseil doit prendre les mesures nécessaires et immédiates pour créer un mécanisme clair garantissant leur pleine application.

L'option militaire, a poursuivi le représentant, ne peut apporter de paix durable. Le Gouvernement indonésien, par conséquent, réaffirme son plein appui aux efforts diplomatiques visant à renouer le dialogue et à ranimer le processus de paix entre les parties concernées, ainsi qu'au message de paix émanant du 14ème Sommet de la Ligue arabe de Beyrouth. Il réitère également qu'une paix durable passe par la mise en oeuvre des résolutions 242 (1967) et 338 (1973) du Conseil de sécurité et le respect du principe de la "terre contre la paix". A ce stade, a conclu le représentant, la mesure la plus urgente consiste, pour le Conseil, à ordonner le déploiement rapide d'une force de sécurité internationale dans les territoires palestiniens occupés afin de mettre au plus vite fin au conflit.

M. MOHAMED BENNOUNA (Maroc) a regretté que, depuis l'adoption de la résolution 1402, la situation ait atteint les proportions d'une tragédie et un niveau qui menace la paix et la sécurité internationales de façon dangereuse. Il a demandé au Conseil d'exiger du Premier Ministre israélien qu'il mette un terme à sa politique de vengeance qui ne peut que mener à plus de souffrances pour tous les peuples de la région dont le peuple israélien lui-même. Stigmatisant le refus d'Israël de mettre en oeuvre la résolution 1402 et de respecter le droit humanitaire international, le représentant a qualifié d'inacceptable une telle politique en se disant relayé, en cela, par les milliers de personnes qui manifestent aujourd'hui dans le monde. Il a rappelé qu'en tant que Président du Comité Al-Qods, le Roi du Maroc a adressé un appel à la communauté internationale en faveur notamment de l'envoi d'une force internationale d'interposition entre une armée équipée d'un armement de pointe et des militants palestiniens qui n'ont d'autres armes que leur volonté de mettre fin à l'occupation. Réitérant sa condamnation du terrorisme, il a expliqué qu'il s'agit d'actes qui vont à l'encontre des préceptes de la religion musulmane.

Toutefois, le représentant a estimé que le fait de priver un peuple des moyens de satisfaire ses besoins quotidiens ne peut que mener des jeunes à sacrifier tout, y compris leur vie. Il ne faut être surpris, a-t-il dit, si le Président de l'Autorité palestinienne, symbole de la résistance, est prêt lui aussi à se sacrifier pour préserver sa dignité et la dignité du peuple palestinien. La situation actuelle, a poursuivi le représentant, représente une humiliation pour toutes les nations et tous les peuples qui se sont engagés à préserver les générations futures du fléau de la guerre. Le monde ne peut se contenter de rester le témoin d'une politique visant à faire taire le peuple palestinien et à le priver de ses droits légitimes et la réunion du Conseil est extrêmement importante au vu des aspirations de tous les peuples de la région, en particulier du peuple palestinien. Le représentant a donc appelé le Conseil à adopter des mesures concrètes pour mettre un terme aux politiques arbitraires et non responsables du Gouvernement israélien dans les territoires palestiniens. Parmi ces mesures, il a souhaité le retrait des forces israéliennes des villes palestiniennes, la levée du siège et la reprise des négociations afin d'aboutir à un règlement juste et durable de la question palestinienne. Le Maroc, a-t-il conclu, est disposé à participer à toute initiative visant à sortir la région de l'impasse actuelle.

M. ABDUL MUNIM AK-KADHE (Iraq) a rappelé que le 29 mars dernier le Conseil a adopté la résolution 1402, qui bien que faible et absolument pas à la hauteur des crimes de guerre et des crimes inhumains commis, a été immédiatement rejetée par l'entité sioniste. Dès le lendemain ses forces d'occupation entreprenaient une vaste campagne d'agression dans le Territoire palestinien, y compris contre son Président. La position sanguinaire adoptée sur le terrain par l'entité sioniste traduit clairement son manque de respect à l'égard des résolutions du Conseil de sécurité, de l'article 25 de la Charte des Nations Unies, ainsi que le mépris total des engagements et accords internationaux passés et des appels pressants lancés par la communauté internationale. Cette entité s'efforce avec les Etats-Unis de justifier ses actes criminels en avançant l'excuse de la légitime défense. Cette position n'a aucun fondement juridique et va même à l'encontre de la définition qui en est faite par la Cour internationale de Justice. En fait, on cherche ainsi à cacher des actes d'agression pure et simple. Certains pays occidentaux, et notamment les Etats-Unis, ont pendant longtemps prôné l'idée d'une intervention humanitaire dans de nombreuses régions sous couvert de défendre leurs intérêts, aujourd'hui l'entité sioniste viole toutes les dispositions du droit humanitaire international, et ces mêmes pays restent passifs. Voilà bien la preuve de la politique de deux poids, deux mesures suivie par le Conseil de sécurité. Or, celui-ci a une occasion historique de faire la démonstration de son autorité et d'obliger l'entité sioniste à respecter pleinement ses résolutions, à commencer pour la levée immédiate du siège dont l'Autorité palestinienne et son Président sont les victimes.

M. MAHFOUDH OULD DEDDACH (Mauritanie) a appelé le Conseil à assumer ses responsabilités en souhaitant la dénonciation du siège étouffant auquel est soumis le peuple palestinien. Au nom de son pays, le représentant a exigé le retrait des forces israéliennes et le retour au cadre défini par la Conférence de Madrid ainsi que la mise en oeuvre de toutes les résolutions pertinentes, et en particulier les résolutions 242 et 338. Le représentant a aussi réitéré la nécessité d'envoyer sur le terrain des observateurs internationaux afin de fournir une protection au peuple palestinien désarmé et a dénoncé le fait que le Président Arafat soit prié de prendre des mesures supplémentaires contre le terrorisme alors qu'il est assiégé par une opération qui représente un mépris des sentiments arabes et musulmans. Le Conseil doit prendre des mesures immédiates afin d'assurer l'application de ses résolutions, en particulier la résolution 1402, a insisté le représentant.

M. A. GOPINATHAN (Inde), s'associant à la déclaration faite ce matin par le Mouvement des pays non alignés, a évoqué une conversation téléphonique que son Ministre des affaires étrangères a récemment eue avec le Président Arafat et le Ministre des affaires étrangères d'Israël, M. Shimon Peres. A cette occasion, il a demandé aux

deux parties d'appliquer immédiatement et intégralement la résolution 1402, adoptée la semaine dernière par le Conseil de sécurité. Toutefois, l'Inde est aux côtés de la Palestine et estime que le Président Arafat, qui est pratiquement emprisonné dans son quartier général de Ramallah, est le symbole de la lutte du peuple palestinien. Soumettre M. Arafat à ce traitement consiste à priver le peuple palestinien de son sens de nation et cela doit cesser, ainsi que le doivent toutes les violences qui secouent la région. C'est pourquoi, il faut tant insister pour que la résolution 1402 soit appliquée.

M. BERND NIEHAUS (Costa Rica), au nom du Groupe de Rio, s'est dit profondément préoccupé par les récents événements au Moyen-Orient. La paix entre les peuples palestinien et israélien, a-t-il poursuivi, ne sera possible que par l'application, notamment, des résolutions 1397 et 1402 du Conseil de sécurité. L'initiative de paix du Prince héritier Abdallah d'Arabie saoudite offre en outre de nouveaux espoirs de paix et montre que tous les pays de la région souhaitent normaliser leurs relations. Il a également appelé tous les Etats impliqués dans le processus de paix à déployer le maximum d'efforts politiques pour rendre effective la proposition formulée aujourd'hui par le Conseil de sécurité. Les parties au conflit doivent de leur côté mettre un terme immédiatement aux actes de violence, y compris les actes terroristes, les provocations, l'incitation à la violence et les destructions. Face aux circonstances actuelles, a conclu le représentant, il est indispensable que les parties au conflit respectent immédiatement et sans condition les récentes résolutions du Conseil de sécurité et renoncent à la logique de guerre.

M. MOHAMED AL-HASSAN (Oman) a estimé que la convocation de la réunion du Conseil répond à la situation extrêmement dangereuse qui prévaut dans les territoires arabes occupés et au refus d'Israël de donner corps aux résolutions 1397 et 1402. Ce n'est pas la première fois que le peuple palestinien a recours au Conseil afin de réveiller la conscience internationale et de lui assurer une protection contre l'arbitraire israélien, a rappelé le représentant. L'impuissance du Conseil à répondre à cette requête par le passé a nécessité cette nouvelle réunion, a-t-il aussi rappelé. Il a regretté que dès l'adoption de la résolution 1402 Israël n'ait eu de cesse d'élargir son expansion dans les territoires occupés qui sont devenus de véritables champs de bataille entre les forces israéliennes et un peuple assiégé contre qui sont employées toutes les méthodes disponibles. Que fait le Conseil face à un Etat qui ne respecte pas ses résolutions?

Le représentant a donc lancé un nouvel appel au Conseil pour qu'il assume ses responsabilités et se penche avec sérieux sur cette situation qui menace la paix et la sécurité internationales. Le sérieux doit être égal au sérieux du Conseil face à d'autres situations dont l'examen a donné lieu à la création de mécanismes de contrôle et de protection, a-t-il souhaité. Il est temps d'appliquer à Israël les mêmes mesures pour faire oublier, aux populations, l'image de marque du Conseil qu'est devenue la politique de deux poids deux mesures. Le peuple palestinien qui ploie sous le joug de l'occupation doit être protégé par la quatrième Convention de Genève et les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité, a insisté le représentant. Il a lancé un dernier appel au Conseil, et en particulier à ses membres permanents, afin qu'ils envoient un message unifié à Israël selon lequel il n'est pas au-dessus du droit et de la légalité internationale. Invoquant les relations d'amitié qui unissent son pays aux Etats-Unis, il s'est dit préoccupé par la position américaine qui ne condamne pas avec la même sévérité les actes israéliens.

Pourquoi demander aux autorités palestiniennes de faire plus contre le terrorisme quand elles sont assiégées par l'armée israélienne? Comment est-il possible de mettre fin aux attentats suicide quand ils ont été déclenchés par la frustration née de l'occupation israélienne? Les Etats-Unis, a dit le représentant, doivent faire comprendre clairement et publiquement à leur opinion publique quelle est la réalité sur le terrain. L'attachement à l'option de paix d'Oman exige la mise en œuvre de solutions politiques

concrètes dans le cadre des résolutions du Conseil et de la récente initiative du Sommet de la Ligue arabe, a conclu le représentant.

M. MOHAMMED SALEH MOHAMMED SALEH (Bahreïn) a expliqué que, ces derniers jours, Israël a augmenté sensiblement son agression à l'égard du peuple palestinien, détruisant un grand nombre d'infrastructures et faisant de nombreuses victimes civiles du fait de son usage excessif de la force. Cette politique d'agression est même allée jusqu'à l'encerclement du siège de l'Autorité palestinienne et de son Président et Dieu seul sait où elle s'arrêtera désormais. Même les principes les plus fondamentaux du droit international humanitaire sont bafoués, les forces israéliennes empêchant les blessés d'être transportés dans les hôpitaux et les morts d'être enterrés décentement. Il s'agit en réalité de véritables crimes de guerre, le Gouvernement israélien ayant fait du langage de la violence et du terrorisme d'Etat une politique organisée d'occupation. Cela n'apportera pourtant que destruction à la région tout entière, a prévenu le représentant avant de demander à la communauté internationale d'intervenir rapidement et efficacement pour mettre fin à la spirale de la violence. Le représentant a aussi demandé à Israël de respecter les Conventions de Genève sur le droit humanitaire, de se retirer immédiatement des villes palestiniennes, y compris à Ramallah, de lever le siège de tout le Territoire palestinien occupé et enfin de respecter les résolutions 1397 et 1402 du Conseil de sécurité. Tant que l'occupation israélienne persistera, il faut bien comprendre que la paix dans la région demeurera menacée. Le Conseil de sécurité, conformément à son mandat défini par la Charte des Nations Unies, est donc tenu de faire pression sur Israël pour mettre un terme à cette tragédie. Il lui faut notamment envoyer immédiatement une force multinationale d'observation pour garantir le respect de ses résolutions.

M. ELFATIH MOHAMED AHMED ERWA (Soudan) a souligné que les territoires occupés sont la victime d'une nouvelle escalade de la violence. Je vous saurais gré de dénombrer toutes les violations des droits de l'homme commises par Israël, a poursuivi le représentant en estimant que les yeux du monde sont tournés vers le Conseil pour qu'il impose la mise en œuvre de ses résolutions et du droit international dont la quatrième Convention de Genève. Il revient au Conseil, devant le mépris d'Israël, d'agir immédiatement, a insisté le représentant. Israël a dépassé toutes les limites, a-t-il estimé en dénonçant les dernières tentatives de réoccuper la ville de Naplouse. Le Conseil a une responsabilité morale d'arrêter la violence et l'usage excessif de la force et de fournir une protection d'urgence aux Palestiniennes en dépêchant une force internationale pour superviser le retrait israélien des villes palestiniennes, a-t-il encore dit.

Le Conseil, a-t-il aussi rappelé, a tenu de nombreuses réunions sur la protection des civils dans les conflits et a vu de nombreux Etats qui se sont plus à plaider pour la protection des droits de l'homme dans les zones de conflit. Pourquoi se taisent-ils maintenant? Certains vont même jusqu'à justifier les actions génocidaires d'Israël et demeurent sourds devant les pires exactions subies par les civils. Le criminel de guerre, Ariel Sharon, a rappelé le représentant, a riposté à la résolution 1402 par une déclaration de guerre aux Palestiniens et une qualification du Président Arafat comme ennemi No. 1 d'Israël et cela, juste après le Sommet de Beyrouth où les pays arabes ont montré leur engagement en faveur de la paix contrairement à la propagande d'Israël.

Israël ne craint pas de faire peser la menace d'un embrasement total dont les retombées sont inconnues mais menaceraient à coup sûr la paix et la sécurité internationales, a poursuivi le représentant. La sécurité d'Israël ne sera jamais garantie tant qu'il poursuit sa politique actuelle. La violence engendre la violence et les justifications erronées d'Israël sur la lutte contre le terrorisme sont inacceptables. C'est le peuple palestinien qui aujourd'hui lutte contre le terrorisme d'Etat pour mettre un terme à l'occupation. La sécurité d'Israël ne peut être garantie que par le retrait complet des forces israéliennes conformément aux résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité.

Le représentant a donc invité la communauté internationale notamment les Etats-Unis, l'Union européenne et les Etats épris de paix à amener le gouvernement israélien à renoncer à sa politique de confrontation, d'assassinats et d'oppression qui se révélera vaine, étant donné le droit légitime du peuple palestinien de récupérer ses terres et de prendre sa place parmi les nations.

M. DAUDI N. MWAKAWAGO (République-Unie de Tanzanie) a noté qu'il n'y a eu absolument aucun mouvement visible vers l'application de la résolution 1397 du 12 mars du Conseil de sécurité. Au contraire, ce qui est évident est la destruction systématique de l'Autorité palestinienne et l'isolement de son dirigeant dans ses locaux de son quartier général. La destruction de l'Autorité palestinienne peut être interprétée comme visant à saper tout semblant de droit des Palestiniens de disposer de leur Etat. Cette conclusion peut être tirée du fait qu'aucune déclaration à ce sujet n'a été faite par les autorités israéliennes durant cette campagne.

Mon gouvernement, a-t-il poursuivi, appelle fermement le conseil de sécurité à prendre les mesures nécessaires pour stopper le carnage qui a lieu dans la région. Il pense que tout mouvement significatif vers la résolution de ce conflit passe par la garantie de l'autorité et de la sécurité du président Arafat. Le Conseil ne doit pas être ambigu sur ce point. Mon gouvernement, a-t-il ajouté, appelle les deux parties à se conformer aux résolutions du Conseil de sécurité et plus encore le Gouvernement israélien qui a l'ascendant dans la confrontation actuelle. Le Conseil de sécurité doit prendre des mesures urgentes en conformité avec le chapitre V, article 24(1), a-t-il conclu.

M. ROBLE OLHAYE (Djibouti) a regretté que la situation au lieu de s'améliorer soit devenue incontrôlable. Les appels au cessez-le-feu sont tombés dans les oreilles d'un sourd; Israël poursuivant son offensive militaire sans retenue contre les institutions des autorités palestiniennes. La résolution 1402 est le meilleur instrument pour mettre fin aux menaces à la paix, a dit le représentant avant de condamner, une nouvelle fois, les actes dirigés contre les civils d'où qu'ils viennent. Il a néanmoins estimé que le type de terreur infligé aux peuples et aux dirigeants palestiniens défient toute forme d'imagination. Cette stratégie ne peut que susciter la frustration et la violence. Nous sommes témoins d'une agression brutale et d'un assaut vengeur contre les symboles palestiniens qui auront des conséquences graves, a prévenu le représentant en estimant qu'il s'agit aussi d'un affront contre les dirigeants arabes qui viennent d'offrir à Israël une normalisation des relations. Qui a le pouvoir de modérer la machine militaire de Sharon? s'est interrogé le représentant en décrivant comme déconcertants les mensonges et l'inactivité de la communauté internationale. A l'instar du Secrétaire général, il a estimé que la sécurité et la paix doivent être traités parallèlement dans l'esprit des résolutions 1397 et 1402. Dans ce contexte, la disponibilité du monde arabe de vivre en paix avec Israël mérite la pleine attention de ce dernier pour échapper aux actes d'extrémisme de part et d'autre.

M. OM PRADHAN (Bhoutan) s'est dit alarmé par la violence sans fin qui perdure entre Israël et les Palestiniens, préoccupé de voir que le Conseil de sécurité n'a pas obtenu de réponse à sa résolution 1402, et inquiet que les grandes puissances internationales qui travaillent depuis des mois et des années à la paix dans cette région n'aient pas obtenu non plus de résultats. La violence n'engendrera que la violence et le Conseil doit impérativement briser ce cercle infernal. Il ne peut se permettre de laisser passer une occasion de paix et dans ce contexte, l'initiative présentée à Beyrouth par le Prince Abdallah doit être soutenue. Il faut bien comprendre en effet qu'aucun pays, aucun peuple ne peut exister isolément, comme un îlot, dans ces temps de mondialisation.

M. NASSIR ABDULAZIZ AL-NASSER (Qatar), s'exprimant en sa qualité de pays président du neuvième sommet de l'Organisation de la Conférence islamique, a

indiqué qu'il faisait porter au Conseil de sécurité la responsabilité des événements tragiques qui se déroulent en ce moment dans le Territoire palestinien occupé. En effet, depuis que le Conseil a refusé d'envoyer une force internationale sur le terrain, sous prétexte qu'Israël ne le voulait pas, la situation est allée de mal en pis. Aujourd'hui Israël persiste dans cette voie et rejette la résolution 1402 adoptée samedi dernier. Israël tente de justifier ses exactions par le principe de la légitime défense. Mais Israël ne sera pas en sécurité tant qu'il demeurera dans tous les territoires arabes occupés et tant qu'il ne se sera pas retiré aux frontières de 1967. A la vérité et sans exagérer, la situation et la région sont au bord de l'explosion. C'est pourquoi, le Conseil doit impérativement faire respecter sa résolution 1402, envoyer immédiatement une force internationale et faire pression sur Israël pour qu'il retourne à la table de négociations.

M. DON MACKAY (Nouvelle-Zélande) a déclaré que son pays a maintes fois critiqué l'usage excessif que fait de la force l'armée israélienne et la politique d'assassinats ciblés, à laquelle il doit être immédiatement mis fin. La Nouvelle-Zélande condamne les exécutions extrajudiciaires et se joint aux voix qui appellent urgemment à la fin de l'occupation du siège de l'Autorité palestinienne à Ramallah et à celle des tentatives visant à isoler le leader palestinien Yasser Arafat. Les plans visant à étendre les colonies israéliennes dans les territoires occupés sont une provocation et un obstacle à la réconciliation, et nous appelons le gouvernement israélien à y mettre fin, a dit le représentant.

La Nouvelle-Zélande se joint aux autres intervenants pour demander la mise en oeuvre immédiate et le respect des résolutions 1397 et 1402. Nous soutenons la solution de la coexistence de deux Etats, qui reconnaisse le droit d'Israël à des frontières reconnues et celui des Palestiniens à un Etat viable et souverain. La Nouvelle-Zélande appuie les appels aujourd'hui lancés aux parties par l'Union européenne, le Chili et d'autres pays, pour qu'elles acceptent l'envoi d'observateurs. Un mécanisme de surveillance agissant comme tierce partie neutre à travers un mandat du Conseil de sécurité aiderait à soutenir un cessez-le-feu et à commencer l'établissement de la confiance entre les parties.

M. SOTIRIOS ZACKHEOS (Chypre) a exprimé sa sympathie et son entière solidarité avec le Président Yasser Arafat et appelé les troupes israéliennes à se retirer immédiatement de Ramallah et des territoires palestiniens. Il a également appelé à un cessez-le-feu immédiat et à la reprise du dialogue afin de sauver le processus de paix, ainsi qu'à la pleine application immédiate des résolutions 1397 (2002) et 1402 (2002) du Conseil de sécurité. Le représentant chypriote a également demandé à Israël d'éviter toute réponse disproportionnée à la violence; il a condamné les exécutions extrajudiciaires de Palestiniens et jugé inacceptables les actions contre les institutions et les personnels médicaux et humanitaires, appelant au respect du droit international et du droit humanitaire, notamment la quatrième Convention de Genève relative à la protection des civils en période de guerre. Il s'est en outre inquiété des informations faisant état d'une opération en cours contre des Palestiniens réfugiés dans l'église de la Nativité, à Bethléem.

Dans le même temps, le représentant chypriote a souligné que son pays condamnait fermement le terrorisme sous toutes ses formes et réitérait son soutien au droit d'Israël à vivre en paix et en sécurité. Chypre, a-t-il poursuivi, appuierait un rôle accru du "Quartet" -- formé de l'Union européenne, les Etats-Unis, la Fédération de Russie et les Nations Unies -- et appelle toutes les parties à coopérer avec l'émissaire américain, M. Anthony Zinni. Elle salue la résolution du Sommet de la Ligue des Etats arabes à Beyrouth et réaffirme son soutien à un règlement juste et durable du conflit sur la base des résolutions 242 (1967) et 338 (1973) du Conseil de sécurité. Le représentant a conclu en rappelant que son pays accueillerait la prochaine réunion du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien.

M. HOUSSAN ASAAD DIAB (Liban) a estimé que l'escalade odieuse de la violence contre le peuple palestinien et son Président représentent une violation grave du droit international, en particulier de la quatrième Convention de Genève. Il est particulièrement dangereux, a-t-il dit, qu'Israël se livre à un terrorisme d'Etat contre un peuple dont il occupe la terre, ce qui est un défi pour les résolutions du Conseil. La situation s'aggrave de jour en jour et, compte tenu de cela, le Conseil de sécurité doit s'acquitter de ses devoirs et intervenir pour sauvegarder la paix et la sécurité dans la région. Le Conseil doit obliger Israël à cesser immédiatement ses actes d'agression et à renoncer à la politique de siège, de famine et d'assassinat contre le peuple palestinien. Israël doit pleinement respecter la quatrième Convention de Genève et le Conseil doit exiger de lui qu'il applique immédiatement ses résolutions pertinentes. Le Conseil doit aussi dépêcher une force internationale de protection, a ajouté le représentant avant de rappeler les résultats historiques du Sommet de la Ligue des Etats arabes. Il a donc regretté qu'Israël ait rejeté l'initiative de paix et préféré réagir par une occupation des territoires palestiniens, seule cause profonde du conflit avec ses voisins. Israël doit se rendre à l'évidence et réaliser que la politique de la violence et de la destruction ne peut conduire qu'à la violence et à la destruction. La paix ne saurait être instaurée sans une mise en œuvre des résolutions du Conseil, fondée sur le principe de la «Terre contre la paix», a conclu le représentant.

M. ARNOLDO LISTRE (Argentine) s'est déclaré profondément préoccupé par la dégradation de la situation au Moyen-Orient. Il a rappelé que c'est d'ailleurs dans ce contexte que son Gouvernement a dès le 30 mars appuyé la résolution 1402 adoptée la nuit précédente par le Conseil de sécurité. Aujourd'hui, l'Argentine renouvelle son appel pressant aux parties pour qu'elles prennent d'urgence les mesures nécessaires pour faire cesser les violences et le terrorisme et qu'elles retrouvent, dès que possible, le chemin du dialogue et de la négociation. Pour cela, il faut que des deux côtés les esprits se calment. Il faut aussi qu'Israël reconnaisse sans équivoque les aspirations politiques légitimes des Palestiniens et prenne le chemin de la reconnaissance de l'existence d'un Etat palestinien viable. Quant aux Palestiniens, ils doivent prendre l'engagement de reconnaître le droit inaliénable d'Israël à exister et à vivre en paix, au sein de frontières sûres et reconnues internationalement, en particulier par les autres Etats de la région. Le représentant a en conclusion exprimé sa reconnaissance aux Etats-Unis, aux Nations Unies, à l'Union européenne et à la Fédération de Russie pour les efforts qu'ils mènent en ce moment même en vue de parvenir à un cessez-le-feu.

M. PAUL HEINBECKER (Canada) a estimé que la spirale de la violence est une menace à la paix et à la sécurité qui dépasse largement les frontières du conflit actuel. Le droit des peuples, leurs espoirs, leur dignité et leur vie sont violés, niés, diminués et détruits. Le Canada appelle les deux parties à ne pas se jeter dans ce piège et appelle le Conseil à les aider à mettre fin à cette catastrophe. Le Président de l'Autorité palestinienne et ses collaborateurs porteront la responsabilité personnelle et politique de n'avoir pas su mettre fin aux actes terroristes, a dit le représentant en ajoutant que les incursions continuelles d'Israël dans les villes palestiniennes nourrissent la spirale de la violence. Il a donc appelé au retrait des troupes israéliennes et à la fin des colonies de peuplement. Etant donné la qualité des relations entre les parties, il a souhaité que la communauté internationale aide les parties à trouver la porte de sortie et à dessiner une feuille de route pour la paix. Le représentant a cité, dans ce cadre, le rapport Mitchell et l'Initiative de paix entérinée par le Sommet de la Ligue des Etats arabes.

M. PAPA LOUIS FALL, Président du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, a déclaré que la politique du «tout sécuritaire et tout militaire» qui a fait d'innombrables morts israéliens et palestiniens, et l'option surréaliste et monolithique des punitions collectives injustifiées, ont lamentablement échoué en dépit de l'apparente connivence de jusqu'au-boutistes des deux camps. Le Conseil de sécurité a

réagi à la situation en adoptant les résolutions 1397 du 22 mars et 1402 du 30 mars qui privilégient la voie pacifique du règlement politique dans le sillage des bons offices arabes, africains, américains, européens et autres, qui se sont investis pour le sauvetage des plans Mitchell et Tenet en vue de la résurrection du processus de paix autour du principe de «la normalisation contre le retrait total» entériné par le récent Sommet arabe de Beyrouth à l'initiative de l'Arabie saoudite, a dit le représentant.

Le chemin de la paix, a déclaré M. Papa Louis Fall, reste fondamentalement tributaire de la fin d'une impitoyable occupation israélienne de 35 ans et de la création d'un Etat palestinien indépendant et viable coexistant avec l'Etat d'Israël à l'intérieur de frontières sûres et internationalement garanties, conformément aux résolutions 242 et 338 dont participe la résolution 1397 qui brise un tabou dans le vocabulaire du Conseil en proclamant la vision d'un Etat palestinien. La conclusion d'un accord juste et durable fondé sur ces textes et sur la résolution 194 (III) demeure inséparable du dossier de Jérusalem «ville ouverte et capitale de deux Etats, Israël et Palestine», ainsi que d'une solution juste et équitable du problème des réfugiés et de leur droit au retour. Les parties au conflit et singulièrement Tel-Aviv, sont sommées de se conformer à la Convention de Genève de 1949 sur la protection des civils en temps de guerre, a dit le représentant. A cet effet, le Comité réclame leur protection internationale, le déploiement d'une force onusienne d'interposition et/ou l'envoi d'observateurs internationaux, tout en exhortant les donateurs à mobiliser d'urgents secours humanitaires et une assistance économique en faveur des populations palestiniennes sinistrées. Le retrait des troupes israéliennes de Ramallah et des autres villes palestiniennes et le recouvrement par le Président Arafat de sa liberté de mouvement doivent devenir effectifs. Le Comité se félicite de l'engagement de M. Kofi Annan, de son Coordonnateur spécial et de ceux des envoyés spéciaux américain, européen et russe, en faveur d'une solution juste et durable à la question de Palestine sur les résolutions pertinentes du Conseil et autour des principes fondateurs de «la terre contre la paix» et de «la normalisation contre le retrait total».

M. MIKHAIL WEHBE (République arabe syrienne) a dénoncé la tragédie qui empire de minute en minute dans les territoires palestiniens à la suite de l'invasion barbare israélienne en estimant que le monde a enfin pris conscience que le Premier Ministre israélien et ses collaborateurs, qui ont fait de la mort et de la destruction leur profession, essayent de dissimuler cela sous le couvert de la lutte contre le terrorisme. L'objectif principal de cette politique est l'occupation permanente des terres arabes, l'oppression et l'anéantissement des aspirations du peuple palestinien concernant un Etat indépendant avec Jérusalem-Est comme capitale. La communauté internationale veut aujourd'hui que le Conseil mette un terme à l'arrogance israélienne et à la violation des règles les plus élémentaires du droit international. En dépit de l'adoption par le Conseil de nombreuses résolutions, il est devenu évident que le mépris d'Israël pour ces résolutions ne connaît pas de limites. Il est également clair que l'autorité du Conseil continue d'être bafouée en permanence, confirmant ainsi l'avis de la majorité des populations du monde sur la sélectivité et la politique de deux poids deux mesures du Conseil face à Israël.

Décrivant longuement les exactions israéliennes sur le terrain, le représentant a dénoncé la politique de terrorisme d'Etat d'Israël qui continue pourtant de vouloir induire le monde en erreur. En fait, ce pays essaye de défendre son occupation des territoires arabes et d'imposer par la force ses conditions aux Palestiniens. Le Conseil doit exiger le retrait immédiat de tous les territoires palestiniens, la levée du siège imposé aux autorités palestiniennes, et la fin de la politique d'assassinat. Il a conclu en attirant l'attention sur l'initiative de paix du Sommet de Beyrouth et en expliquant que si Israël met un terme à l'agression la voie sera ouverte pour une paix juste et durable. Il a aussi dit son intention de présenter un projet de résolution au nom du Groupe arabe visant à la mise en œuvre des résolutions précédentes du Conseil. Il a enfin indiqué qu'au moment où se réunit le Conseil, des dizaines de chars israéliens ont commencé à occuper la ville de Naplouse.

M. NICOLAS RIVAS (Colombie) a prévenu que si l'on ne parvient pas à circonscrire la violence qui fait actuellement rage entre Israël et les Palestiniens, l'on courrait le risque réel de voir la crise se propager à l'ensemble de la région. Le représentant s'est dit gravement préoccupé par la sécurité du Président Arafat. Même si le Gouvernement israélien a indiqué qu'il n'avait pas l'intention de lui porter préjudice, il est clair que la situation est très risquée. Il ne faut pas oublier que M. Arafat est le Président élu de l'Autorité palestinienne et qu'il est le leader internationalement reconnu des Palestiniens. Un fait qui rend absolument incompréhensible et inacceptable la récente proposition d'exil que lui a faite récemment le Premier Ministre israélien. La Colombie joint donc sa voix aux nombreuses autres pour que cesse immédiatement le siège dont il est victime.

En moins d'un mois, le Conseil de sécurité a adopté deux résolutions très importantes sur la question palestinienne, les résolutions 1397 et 1402, sans résultats malheureusement. Il est donc impératif que les deux parties respectent immédiatement ces deux textes qui montrent la seule sortie de l'impasse actuelle. Il faut que chacun comprenne que l'occupation militaire n'apportera pas la sécurité à Israël et que les attentats suicide n'apporteront pas aux Palestiniens les avancées politiques qu'ils attendent. Les efforts du Conseil de sécurité doivent venir compléter ceux des émissaires spéciaux mandatés dans la région par plusieurs pays. Ces émissaires doivent avoir un accès illimité au Président Arafat afin de mener leur dialogue. Le représentant a également exprimé son soutien à l'initiative de paix adoptée au récent Sommet de la Ligue des Etats arabes à Beyrouth.

M. RICHARD RYAN (Irlande) a indiqué que les Ministres des affaires étrangères de l'Union européenne ont tenu ce soir une réunion extraordinaire à l'issue de laquelle ils ont appelé à la mise en œuvre immédiate des résolutions 1397 et 1402 du Conseil de sécurité. Également ce soir, a-t-il aussi indiqué, une délégation de haut niveau de l'Union européenne se rendra dans la région dans l'espoir de rencontrer les membres du Gouvernement israélien et de l'Autorité palestinienne. Le représentant a poursuivi en jugeant inopportun que le Conseil opte pour une partie ou une autre parce que les torts sont également répartis entre les deux parties. Le Conseil doit plutôt aider les parties à sortir de l'impasse actuelle et faire comprendre que la sécurité et la création d'un Etat palestinien ne doivent être garanties que par la seule voie des négociations. Le représentant a condamné les attentats suicide et les violations du droit international humanitaire et des droits de l'homme. Il a aussi déploré les violations de la Ligne bleue entre Israël et le Liban. Il a conclu en jugeant inacceptable qu'une fois sur le terrain le «Quartet» soit empêché de rencontrer le Président Arafat. Il a enfin appuyé l'idée d'envoyer une force internationale sur le terrain.

M. JEREMY GREENSTOCK (Royaume-Uni) a mis l'accent sur un point en particulier. A ses yeux, la résolution 1402 constitue un développement significatif dans la position du Conseil sur la situation au Moyen-Orient. Les violences en tout genre et l'usage excessif de la force doivent cesser. Les actes de terrorisme doivent aussi cesser et l'Autorité palestinienne doit se consacrer à 100% à cet effort. Palestiniens et Israéliens ont tous deux droit à la sécurité, mais celle-ci doit être garantie par un accord. Le Président Arafat est le dirigeant incontesté du peuple palestinien et il n'est d'aucun intérêt pour Israël de chercher à l'affaiblir. Ce qu'il faut c'est que les résolutions 1397 et 1402 soient pleinement mises en œuvre car elle constitue une bonne base pour la paix. L'ensemble du système des Nations Unies devrait s'efforcer de les faire respecter. De son côté, l'Union européenne vient aujourd'hui même d'envoyer une délégation de haut niveau sur le terrain. Il faut faire tout notre possible pour faciliter la tâche de tous les émissaires internationaux sur le terrain. Les résolutions 1397 et 1402 n'ont pas besoin d'une interprétation supplémentaire, mais simplement de la volonté réelle de toutes les parties concernées, a affirmé en conclusion M. Greenstock.

M. KISHORE MAHBUBANI (Singapour) a jugé évident qu'un message clair ressort du débat, celui de la préoccupation de la communauté internationale face à la situation dans la région. Cette situation ne s'est pas améliorée depuis l'adoption de la résolution 1402, a constaté, à son tour, le représentant avant de souligner que la logique de guerre fait que la région, est au bord du gouffre et sur une pente glissante. Personne ne connaît la date de ce glissement alors même que le Conseil de sécurité essaye de trouver les moyens d'éviter aux parties cette catastrophe. Les résolutions 1397 et 1402 ont été des appels aux deux parties pour qu'elles s'extirpent de cette situation, a-t-il souligné en jugeant qu'il leur appartiendra de décider si elles veulent ou pas éviter le gouffre. Selon le représentant, la réunion du Conseil doit se concentrer sur la manière dont les deux dernières résolutions peuvent être appliquées. Le représentant a rappelé aux parties qu'en vertu de la Charte, les Membres des Nations Unies se sont engagés à appliquer les décisions du Conseil de sécurité. Si les parties ont besoin d'aide pour mettre en œuvre les textes du Conseil, les membres du «Quartet», les médiateurs internationaux ou le Secrétariat sont prêts à la leur apporter d'autant que ce ne sont pas les initiatives de paix qui manquent dont la dernière est celle du Sommet de la Ligue arabe.

A l'image de l'ensemble de la communauté internationale, M. STEFAN TAFROV (Bulgarie) s'est dit préoccupé par la dégradation de la situation au Moyen-Orient. Il a instamment demandé aux parties de faire preuve de retenue, non seulement quant à leurs actes mais aussi au langage employé. Les mots peuvent en effet parfois nuire autant que des actions. Le représentant a ensuite qualifié les résolutions 1397 et 1402 de véritables «feuilles de route» du Conseil pour sortir de la crise. Elles constituent un instrument particulièrement utile pour tous les envoyés spéciaux qui se trouvent déjà sur le terrain. A cet égard, il s'est particulièrement félicité de la décision de l'Union européenne d'envoyer ce soir une délégation de haut niveau dans la région. Il a enjoint Israël d'appliquer pleinement les résolutions susmentionnées et surtout de lever le siège qu'il maintient sur le Président Arafat. Il est particulièrement préoccupant de constater que des délégations même du plus haut niveau soient empêchées de communiquer avec le Président palestinien. Il semblerait même que le Chef du Gouvernement espagnol, M. Aznar, ait été empêché de parler au téléphone avec M. Arafat.

Il est certain que les attentats suicide apportent une dimension tragique et inhumaine jusqu'alors inconnue dans ce conflit. Il est particulièrement troublant et révoltant que certains de ces suicides soient parfois encouragés par des dirigeants politiques. Il est évident que ce culte du suicide doit disparaître, car il ne fait en rien avancer la cause du peuple palestinien. Poursuivre sur cette voie serait, pour reprendre le mot célèbre de Talleyrand, «pire qu'un crime, ce serait une erreur».

M. JOHN NEGROPONTE (Etats-Unis) a estimé que l'optimisme d'il y a deux semaines, a fait place à une terrible crise qui voit les deux parties perdre du temps, selon les mots du Secrétaire d'Etat, M. Colin Powell. Les Etats-Unis, a affirmé le représentant, sont résolus à travailler avec les deux parties pour trouver la voie à suivre. Citant les efforts déployés par son pays dont l'envoi du Général Zinni, le représentant s'est dit convaincu qu'il n'y a pas de solution militaire à la crise actuelle. Il s'est également dit préoccupé par les attaques du Hezbollah contre Israël qui sont des violations de la Ligne bleue avant de conclure en rappelant l'engagement de son pays à donner un rôle constructif au Conseil comme l'attestent son parrainage de la résolution 1397 et son soutien à la résolution 1402. Les Etats-Unis travaillent avec les deux parties pour assurer la mise en œuvre intégrale de la résolution 1402 et engage les deux parties à mettre en œuvre immédiatement ces deux résolutions.

M. OLE PETER KOLBY (Norvège) a indiqué que son pays fait siennes les préoccupations du Secrétaire général. L'occupation, la violence, dont le terrorisme, et les

difficultés économiques des Palestiniens sont pour lui des problèmes cruciaux: à moins que ces problèmes ne soient résolus, le conflit ne fera que s'étendre. Par ailleurs, a-t-il poursuivi, la paix et la sécurité ne sont que les deux faces d'une même médaille et ces questions doivent être traitées parallèlement, dans l'esprit des résolutions 1397 et 1402 du Conseil de sécurité. La Norvège, a rappelé M. Kolby, a toujours condamné les attaques terroristes palestiniennes et elle appelle le peuple palestinien à renoncer au terrorisme et à prendre ses distances d'avec les pratiques des groupes extrémistes. Toutefois, le délégué a jugé que la campagne militaire menée actuellement par Israël contre l'Autorité palestinienne détruisait la police palestinienne et sa capacité à lutter contre le terrorisme.

Pour la Norvège, la campagne militaire d'Israël n'apportera ni la paix ni la sécurité mais risque d'attiser la haine et le désespoir. En outre, le traitement réservé à M. Arafat est inacceptable et ne peut que contribuer à compromettre les chances de trouver une solution politique. Les capacités de M. Arafat à agir comme le dirigeant de l'Autorité palestinienne doivent être rétablies immédiatement, a-t-il insisté, évoquant ensuite la situation humanitaire des Palestiniens. La Norvège, a-t-il indiqué, appelle Israël à lever immédiatement les restrictions aux mouvements des personnels et véhicules humanitaires, L'actuelle escalade du conflit menace potentiellement la paix et la sécurité dans la région, aussi la Norvège appelle-t-elle Israël et les Palestiniens à mettre immédiatement fin aux affrontements.

M. JEAN-DAVID LEVITTE (France) a déclaré que les opérations militaires engagées par l'armée israélienne à Ramallah et dans d'autres villes palestiniennes conduisent à une impasse politique et à une tragédie humanitaire. Cette situation est inacceptable. La France adjure donc les deux parties de mettre en œuvre sans délai la résolution 1402 dans tous ses aspects. L'armée israélienne doit se retirer de toutes les villes palestiniennes et toutes les formes de violence et de terreur doivent cesser. De plus, un cessez-le-feu véritable entre Palestiniens et Israéliens doit être conclu sans délai. Les exigences de la résolution 1402 ne reflètent en effet aucune séquence et doivent toutes être appliquées dans leur totalité. Pour sortir du cercle vicieux de la violence et de la haine, il faut une perspective politique, a expliqué ensuite le représentant. La situation ne s'améliorera donc que lorsque le Gouvernement israélien acceptera d'entamer, en parallèle aux discussions sécuritaires, des négociations politiques conduisant à la création d'un Etat palestinien indépendant, viable et démocratique. Mais la France condamne aussi avec horreur les attentats suicide qui se sont succédés ces derniers jours. Toutefois, l'Autorité palestinienne, à qui incombe la responsabilité de combattre le terrorisme, ne peut agir que si ses capacités sont préservées et si elle n'est pas affaiblie. Le Gouvernement israélien doit donc lever le siège de Ramallah et assurer l'intégrité physique du Président Arafat. L'exiler serait une erreur aux conséquences incalculables, a averti M. Levitte. En fait, la neutralisation du Président Arafat et le démantèlement de l'Autorité palestinienne vont à l'encontre du but recherché par Israël.

Le représentant a ensuite rappelé que la France est de longue date favorable au déploiement d'observateurs internationaux, une idée qu'elle a proposée il y a 18 mois. Les circonstances présentes donnent tragiquement une pertinence accrue à cette proposition qui pourrait compléter les propositions du Général Zinni et aider à la mise en œuvre du Plan Tenet et des recommandations du rapport Mitchell. Le Secrétaire général a raison de souligner que cette idée doit désormais être au tout premier plan des travaux du Conseil de sécurité. «Peut-être faudra-t-il même aller au-delà et envisager sérieusement le déploiement d'une force d'interposition pour faire respecter la mise en œuvre des résolutions du Conseil», a prévenu M. Levitte. Le représentant a souligné aussi combien la situation actuelle fait peser un risque considérable sur toute la région. Le regain de tension à la frontière entre le Liban et Israël est extrêmement préoccupant et toutes les violations de la Ligne bleue doivent cesser. Il a ajouté que la France encourage les efforts diplomatiques de tous, et notamment ceux du «Quartet». Ce dernier doit avoir

accès au Président Arafat. A cet égard, il a aussi souhaité que les Etats-Unis se réengagent davantage dans la recherche d'une solution au conflit.

Se félicitant de l'initiative de l'Union européenne d'envoyer ce soir une délégation de haut niveau sur le terrain, M. Levitte a également souligné que les efforts de tous doivent converger vers l'objectif commun, à savoir l'arrêt des affrontements et la reprise des négociations. Les deux résolutions adoptées ces deux dernières semaines par le Conseil tracent le chemin de la désescalade de la violence, du cessez-le-feu et de la reprise des pourparlers politiques et il n'y a pas d'autre chemin vers la paix, a conclu l'Ambassadeur.

M. MARTIN BELINGA EBOUTOU (Cameroun) a déclaré que la communauté internationale attend du Conseil qu'il contribue de façon diligente et décisive à l'arrêt de la violence en Israël et en Palestine. Le rôle du Conseil devrait aussi être déterminant pour favoriser la reprise des négociations de paix entre Israéliens et Palestiniens. Les 29 et 30 mars derniers, le Conseil a tenu un intense débat et a adopté la résolution 1402 (2002), «qui exige de la Palestine et d'Israël un cessez-le-feu et le retrait immédiat des troupes des villes et cités assiégées», a dit le représentant. Seul le respect de ce texte peut arrêter l'escalade de la violence et permettre de sauvegarder la dynamique de la paix lancée par l'adoption de la résolution 1397 (2002) reconnaissant la nécessité de la coexistence dans la région, côte à côte, de deux Etats, Israël et la Palestine, à l'intérieur des frontières reconnues. Cette dynamique a été confortée par l'expression sans équivoque, par les pays arabes de leur volonté de vivre avec Israël, et à le reconnaître, suivant le plan de paix approuvé au dernier Sommet de la Ligue arabe à Beyrouth à l'initiative de l'Arabie saoudite. Les décisions du Conseil et sa capacité et sa volonté à les mettre en oeuvre sont, pour la communauté internationale, les Etats, les opinions publiques et les médias, un indicateur de la crédibilité et de la capacité d'action de l'ONU dans le domaine du maintien de la paix.

Le Cameroun salue le rôle des émissaires américain, européen, russe et onusien pour tenter de renouer les fils du dialogue. Mais la situation actuelle commande de créer un électrochoc pour arrêter l'escalade de la violence. Je suis d'avis, a dit M. Belinga Eboutou, que le Secrétaire général et, éventuellement, une délégation ministérielle du Conseil de sécurité, se rendent très rapidement dans la région pour arrêter la spirale de la violence et relancer le dialogue israélo-palestinien. En attendant une telle mission, le Cameroun est ouvert à toute initiative forte et équilibrée que le Conseil pourrait prendre dès aujourd'hui.

M. WANG YINGFAN (Chine) s'est déclaré inquiet par la détérioration de la situation économique et humanitaire dans les territoires occupés. Le règlement du conflit, a-t-il souligné, ne peut se réaliser que sur la base des résolutions du Conseil et du principe de la «Terre contre la paix». Le siège d'Israël contre la résidence du Président de l'Autorité palestinienne et la menace de l'exiler sont des initiatives dangereuses et les conséquences d'une atteinte à l'intégrité physique du Président seraient graves, a souligné le représentant. Il a donc plaidé pour le retrait des troupes israéliennes de la Palestine tout en condamnant les activités violentes menées contre des civils innocents en Israël. Il a conclu en appelant à la fin du cercle vicieux de la violence et a souhaité que le Conseil joue un rôle plus actif et plus efficace.

M. RAKESH BHUCKORY (Maurice) s'est dit fortement préoccupé par les assauts israéliens et la réoccupation de Bethléem, Ramallah et d'autres villes palestiniennes. Dans une déclaration nationale prononcée hier, a-t-il rappelé, le Ministre des affaires étrangères de Maurice a d'ailleurs condamné l'escalade sans précédent de la violence perpétrée par Israël à l'encontre du Président et du peuple palestiniens ainsi que les attaques à la bombe palestiniennes. Le représentant a en outre estimé que l'initiative de paix proposée par le Prince héritier Abdullah et approuvée par le monde arabe offre

une base aux deux parties afin qu'elles engagent un dialogue visant à la paix. Il est regrettable, dans ce contexte, qu'au lieu de tirer parti de cette opportunité, le Premier Ministre Ariel Sharon ait compromis les espoirs de paix dans la région.

Maurice condamne tous les actes de terreur, y compris les attaques suicide contre des civils innocents. Cependant, les actions israéliennes en Cisjordanie ne peuvent être justifiées et ne peuvent qu'aboutir à une radicalisation du monde arabe modéré. Or, un monde arabe en désarroi peut représenter une menace à la paix et à la sécurité et avoir des effets désastreux sur l'économie mondiale. Le Président Arafat demeure le seul interlocuteur avec lequel Israël peut négocier la paix. Il est également absolument indispensable que les Palestiniens et les Israéliens appliquent strictement les résolutions 1397 et 1402 du Conseil de sécurité. De même, il faut réaffirmer que le retrait israélien de Ramallah et des autres villes palestiniennes doit se faire sans condition. Dans ce contexte, il est temps que le Conseil de sécurité engage une discussion sur l'envoi d'une force internationale d'observation dans la région afin de restaurer un climat de confiance entre les deux parties. Enfin, le représentant a appelé certains dirigeants influents à appuyer l'idée d'un retrait immédiat d'Israël des territoires occupés.

M. ADOLFO AGUILAR ZINSER (Mexique) a réitéré la vive préoccupation exprimée hier par le Président mexicain face à la dégradation de la situation et au non respect des résolutions du Conseil de sécurité. Le Mexique appuie fermement l'idée d'une coexistence pacifique d'Israël et de la Palestine, en tant que deux Etats, dans la région. Pour cela, tous les actes de terrorisme, de provocation et de violence doivent cesser immédiatement. Toutes les résolutions adoptées par le Conseil, aux termes de l'Article 25 de la Charte des Nations Unies, donnent l'obligation d'être respectées. Le Mexique estime qu'Israël, dans son siège de Ramallah, n'agit aucunement en vertu du droit à la légitime défense. Il s'agit d'actions qui ne visent pas en soi à éliminer le terrorisme. Bien au contraire, les visées militaires conduiront en pratique à de nouvelles représailles ou actions extrémistes. Il s'agit en fait d'une agression contre une population civile, ce qui est absolument contraire au droit international humanitaire. Il n'est aucune justification à l'action militaire israélienne menée sur le territoire palestinien. Le Gouvernement israélien doit donc retirer immédiatement ses troupes, respecter l'intégrité du Président Arafat et le rendre à nouveau libre de ses mouvements. Au nom de l'amitié qu'il lui porte, le Mexique lance un appel à Israël pour qu'il fasse confiance aux efforts des Nations Unies et de ce Conseil de sécurité. Israël doit aussi tenir compte des efforts déployés par la communauté internationale et comprendre que le dialogue est la seule voie vers une paix durable. Parallèlement, l'Autorité palestinienne doit faire cesser les actes de terrorisme et elle ne peut être ambiguë à cet égard. Ce message doit être transmis sans équivoque au peuple palestinien et à toutes les organisations palestiniennes. L'Autorité palestinienne est, elle aussi, obligée de respecter les dispositions du droit international humanitaire, a insisté M. Zinser.

Les deux dernières résolutions sur la question ont été ignorées et cet état de fait mine l'autorité du Conseil, a-t-il ensuite fait observer. Il faut donc que le Conseil prenne des mesures efficaces pour les faire respecter et ainsi restaurer sa crédibilité. L'objectif immédiat doit être de suivre tous les moyens diplomatiques possibles pour que les parties concernées respectent les résolutions 1397 et 1402. Le Conseil doit aussi s'efforcer de contribuer de la manière la plus efficace possible aux efforts de paix du «Quartet», ainsi que les démarches entreprises par les émissaires spéciaux, notamment le Général Zinni et la délégation de l'Union européenne. Il faut en effet que les parties retournent d'urgence à la table de négociations. Plus la position des pays qui promeuvent les initiatives de paix sera claire et sans ambiguïté, plus la démarche sera efficace. Le Mexique propose que le Conseil explore la possibilité d'activités supplémentaires en vertu de l'autorité qui lui est confiée par la Charte, en particulier concernant le contrôle du cessez-le-feu, la vérification des arrangements de sécurité, les mesures de rétablissement de la confiance, le trafic illégal d'armes et les dispositions relatives au droit international humanitaire. Le

Conseil a déjà fait des avancées très significatives dans son action au Moyen-Orient grâce à l'accord qui a régné entre ses membres et toute action future devra se baser sur le consensus et l'unité d'action, a prévenu le représentant.

M. FRANÇOIS L. FALL (République de Guinée) a déploré l'escalade de la violence dans les territoires occupés de Palestine et en Israël depuis l'adoption de la résolution 1402. Il s'est dit très encouragé d'entendre l'Observateur permanent de la Palestine reconnaître que ces attentats suicide sont préjudiciables aux intérêts du peuple palestinien. Il a estimé que la question de la sécurité et le règlement politique du conflit sont indissociables et a exhorté le Président Arafat et le Premier Ministre Sharon à faire preuve de plus de responsabilité dans la recherche d'une solution négociée du conflit. Il a en outre invité les autorités israéliennes à lever le siège, afin que le leader palestinien recouvre entièrement sa liberté de mouvement et d'action.

Le représentant a salué le courage et la lucidité du leader palestinien en ces moments critiques. Il a indiqué que l'offre faite par le Premier Ministre israélien au leader palestinien du «one way ticket for exile» est inacceptable. Nous ne cesserons jamais de répéter, a-t-il poursuivi, que le président Arafat n'est pas un obstacle à la paix, et il demeure une partie incontournable au processus de paix. Les acquis d'Oslo doivent être préservés à tout prix, la guerre à la paix doit cesser. Il a répété l'impérieuse nécessité de la mise en oeuvre immédiate de toutes les dispositions de la résolution 1402 du Conseil de sécurité. La République de Guinée appuie le plan de paix adopté par le Sommet de la Ligue arabe récemment tenu à Beyrouth. Elle invite toutes les parties à renoncer à la confrontation et à la violence et à s'engager résolument sur la voie de la paix, afin de garantir l'existence et la sécurité pour les uns, et, pour les autres, le droit à un Etat indépendant.

M. SERGEY LAVROV (Fédération de Russie) a condamné le terrorisme sous toutes ses formes et s'est dit convaincu qu'ils sont préjudiciables à la réalisation des objectifs de paix. Il a néanmoins souhaité que la réponse à la terreur soit appropriée. Il semble, a-t-il dit, que les deux parties se livrent à des actes suicidaires en prenant le risque d'étendre le conflit à d'autres pays de la région. Il faut mettre fin à cette situation, a voulu souligner le représentant en indiquant que le conflit fait l'objet de contacts réguliers entre son pays et les Etats-Unis. Il s'est, par ailleurs, dit préoccupé que les troupes israéliennes continuent d'occuper les locaux de l'Eglise orthodoxe russe et a insisté pour que l'armée libère les lieux. Il a appelé à des efforts conjoints des deux parties pour mettre en oeuvre les accords signés en soulignant que la lutte contre le terrorisme et le statut final répondent aux intérêts des deux parties et ne peuvent être réalisés que par des négociations directes, avec l'aide des médiateurs internationaux qui doivent parler d'une seule voix.

Le représentant a demandé le cessez-le-feu, le retrait des troupes israéliennes, la renonciation aux actes de terrorisme, la levée de l'embargo sur les territoires et la mise en oeuvre du Plan Tenet. Il a lancé un appel aux parties pour qu'elles prennent des mesures d'application de la résolution 1402. A la suite de ses pourparlers à Madrid, a encore indiqué le représentant, le Ministre russe des affaires étrangères a rejeté le lien entre la lutte contre le terrorisme et le dysfonctionnement des institutions de l'Autorité palestinienne. Aujourd'hui, a-t-il conclu, les chances d'une paix existent grâce aux résolutions du Conseil de sécurité et à l'initiative de paix adoptée par le Sommet de la Ligue des Etats arabes à Beyrouth. La Fédération de Russie continuera de contribuer aux mesures concrètes prises par le Conseil, en ce sens.

